

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

VOL. LVI, No. 4 New York : tél. : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 29 avril - 6 mai 2026

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

LA MMAS A QUITTÉ OFFICIELLEMENT HAÏTI, MAINTENANT RETRAITÉE Place à la Force de répression des gangs Les criminels occupent toujours le haut du pavé...

Par Léo Joseph

La Police du Kenya, qui dirigeait la « Mission multinationale d'appui à la sécurité » (MMAP), en Haïti, après près de deux ans d'une mission « non accomplie », car n'ayant pas été à la hauteur de la tâche, et qui avait décampé depuis au moins un mois, est désormais déclarée absente à

gangs » (FRG) déployée à Port-au-Prince, depuis environ trois semaines, est appelée à lui succéder. C'est dans le cadre d'une double cérémonie spéciale, dont la tenue a été annoncée par la Police nationale d'Haïti (PNH), samedi dernier, que s'est déroulée cette fête. Elle marque le retour des Kenyans à leur pays et leur retraite, ainsi que le déploiement

ne de sa création ont investi suffisamment de ressources, disent-ils, pour faire la différence. C'est donc le cas de dire que ce dernier contingent international, contrairement à ses prédécesseurs, dont les dirigeants kenyans avaient prédit qu'ils allaient faire disparaître les gangs armés, avares de paroles, mettront les malfrats en fuite. En tout cas, la FRG a du pain sur la planche.

À cette occasion étaient présents, Patrick Péliissier, ministre de la Justice et de la Sécurité publique, celui de la Défense, Mario Andrésol, le directeur général de la PNH, André Jonas Vladimir Paraison, aussi bien que le commandant en chef des Forces armées d'Haïti, le lieutenant-général Derby Guerrier.

La note diffusée, à l'occasion, fait état du travail accompli par la garnison kenyane, dont la mission a pris fin près de deux ans après l'arrivée du premier contingent. Bien que la population haïtienne ait beaucoup à redire de la mission kenyane, considérée comme une immense déception, car des critiques attirent l'attention sur le

nombre d'Haïtiens qui ont été assassinés, en sus d'autres blessés, durant leur présence dans le pays, y compris les victimes de

de sécurité haïtiennes.

Comme prévu, c'est également dans le cadre de cette cérémonie qu'a été lancée la Force de



Debaquement de la Force de répression des gangs.

Port-au-Prince. Une autre entité, de la nouvelle force multinationale « Force de répression des gangs » dans laquelle les pays à l'origine



Les derniers policiers kenyans quittent Haïti.

kidnapping, des phénomènes dont le déploiement kenyan n'a pas renversé la tendance; les autorités haïtiennes ont adressé leur reconnaissance à ces étrangers pour leur collaboration aux forces

sécurité contre les gangs, dont la mission principale consiste à mater les criminels. Mais surtout à sauvegarder les « territoires ré

Suite en page 8

ALIX DIDIER FILS-AIMÉ S'OFFRE UN SATISFECIT AUX ÉTATS-UNIS

Sur fond d'un dernier massacre perpétré dans l'Artibonite

Au moins 80 personnes massacrées à Jean Denis, indifférence habituelle du pouvoir

Par Léo Joseph

Les faits confirment chaque jour que les massacres orchestrés par les gangs armés, en Haïti, sont des actes délibérés des dirigeants haïtiens, avec la complicité de la communauté internationale. Les tueries effectuées à Jean Denis, par les bandits de Savien, n'ont pas été traitées différemment des carnages antérieurs, qui ont été ignorés carrément par les prédécesseurs d'Alix Didier Fils-Aimé. À l'instar de Gary Conille, au début d'octobre, lors de sa visite au Kenya, ignorant l'hécatombe de ces criminels, à Pont-Sondé, dans ce même département, il n'a

fait aucune allusion au cas d'au moins 80 personnes exécutées dans cette communauté du départe-



Premier ministre, de facto Alix Didier Fils-Aimé.

tement de l'Artibonite.

En effet, dans la nuit du 28 au 29 mars, dans le département

de l'Artibonite, plusieurs zones de Petite Rivière ont été prises pour cibles, par les gangs armés. Les assassinats récurrents perpétrés par ces derniers, armés, dans l'indifférence totale des autorités bénéficiant de la tolérance de la communauté internationale, ne font que confirmer l'idée d'une stratégie mise en place afin de réduire l'effectif des défavorisés des bidonvilles, dont le nombre se serait révélé le plus important que dans d'autres pays. La complaisance, sinon l'obéissance aveugle des décideurs haïtiens, à l'égard des « pays tuteurs », en tout premier lieu, les États-Unis

Suite en page 2

HAPPENNINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

Two young women honor Haiti on the world scene

The performance of Ariana Milagro Lafond, at the 8th annual edition of the House of Challenge in Lomé, the capital of Togo, in West Africa, wowed the world. Meanwhile, in France, Abigail Alexandre showed that her mastery of the French language cannot be challenged.

It was on Saturday, April 11, that Ariana participated in the House of Challenge competition, which was created by Bovann, said to be one of Africa's most recognized influence-entrepreneurs. His goal is to empower African youth through viral challenge. That's probably how he ran into Ariana, who's also a viral influencer, reportedly with 14.9 million TikTok followers. Aged 19. Ariana, being from a country of African roots, was accepted to

represent Haiti at the latest House of challenge competition. She won overwhelmingly, defeating 11 contestants, according to official information. She convinced all of her sincerity by emphasizing major issues causing Haiti's downfall: the insecurity caused by roaming gangs and the extreme poverty affecting most. Whatever she received in cash, about \$50,00, she devoted it to care for the needy and a youth organization, instead of starting a lavish style of existence.

Why not Queen Ariana?

One understands why a movement is unleashed to declare her "Queen Oriana!"

But is Haiti ready for a

Continued to page 7

ALIX DIDIER FILS-AIMÉ S'OFFRE UN SATISFECIT AUX ÉTATS-UNIS

Sur fond d'un dernier massacre perpétré dans l'Artibonite

Au moins 80 personnes massacrées à Jean Denis, indifférence habituelle du pouvoir

Suite de la page 1

d'Amérique, dans le sens de leurs intérêts, n'ont pas de limites. De Jean-Bertrand Aristide à Alix Didier Fils-Aimé, en passant par Ariel Henry, cette tendance est pareille à tous les niveaux. Ce dernier crime rivalise en nombre avec le massacre qui avait été orchestré par « *Gran Grif* », sur Pont Sondé, dans la nuit du 2 au 3 octobre 2024.

Si ces délits sont commis, à la capitale et ses communes, ainsi que dans d'autres régions du pays, c'est dans l'Artibonite qu'ils se révèlent pléthoriques. Selon les informations communiquées sur place, à Jean Denis, le bilan provisoire des dernières tueries se chiffre à plus de 30 victimes. Mais, comme toujours, les forces de Police affectées aux commissariats, comme à la capitale, ou ailleurs, n'ont jamais amorcé une riposte de la PNH en protection des habitants.

Le Centre d'analyse et de recherches en droits de l'homme (CARDH) a révélé, dans un rapport provisoire publié sur le massacre perpétré à Jean-Denis, le 1^{er} avril, que, selon le recensement des victimes fait aux différents hôpitaux, où elles ont été acheminées, au moins 32 personnes ont été tuées ainsi qu'une trentaine de blessées, en sus de dix autres portées disparues.

Le CARDH a précisé que les groupes armés ont ciblé, dans la nuit du 28 au 29 mars, plusieurs localités de Petite-Rivière de l'Artibonite ayant frappé durement les zones de Jean-Denis, Boulain, Fond Benoit, Acacia, Mègrielle et Rémond Saint. Cette même organisation a identifié le gang Grand Grif, comme principal responsable de cette vague de crimes, soulignant également que des maisons ont été incendiées et des civils, qui s'y trouvaient, ont trouvé la mort.

Offensive antigang avant sa mission à Washington et à New York

En prévision de sa double mission, à Washington, au Département d'État et au Conseil de sécurité, à New York, Fils-Aimé avait ordonné une grande offensive antigang, à Port-au-Prince, alors que les communautés de l'Artibonite étaient laissées à la merci des

gangs résidents. Aussi se croyait-il autorisé d'annoncer ce qu'il croyait être une « *avancée* » spectaculaire de la Police nationale, ayant réduit l'espace occupé par les criminels de 85 % à « *seulement 72 % dans trois semaines* », à la capitale. Sur ces entrefaites, Fils-Aimé n'a pas encore précisé comment en était-il parvenu à mesurer l'espace présentement contrôlé, à Port-au-Prince, par les bandits. En tout cas, nonobstant les communiqués de presse émis par le leadership de la PNH faisant état des défaites que les forces de l'ordre infligent au criminel, ceux-ci ne font pas trêve de carnage sur la population, ni n'arrêtent pas d'assassiner des policiers.

Les forces de l'ordre haïtiennes, auteurs de leur propre carnage

Dans leur empressement à montrer que les forces de sécurité haïtiennes se battent vaillamment dans la lutte visant à reprendre des « *territoires perdus* », trop longtemps occupés, ou contrôlés, par les gangs, les décideurs haïtiens n'ont pas su offrir une protection sûre aux populations des zones attaquées. De nombreux innocents ont donc été victimes, au point que les Nations Unies ont dû lancer un cri d'alerte. Alors que les porte-paroles de la PNH publient des rapports présentant un bilan de loin estimé « *exagéré* », des criminels sont tués et blessés, sans jamais que les autorités se soient mis dans l'obligation de prouver les données qu'elles présentent, et que le Premier ministre lui-même a affirmé que l'espace occupé par les criminels est réduit de 12 %, en trois semaines, l'ONU dénonce les dommages collatéraux subis par la population. Dans cette optique, un rapport de l'organisme international attire l'attention sur plus d'une centaine de personnes tuées.

En effet, sans corroborer les données avancées par le Premier ministre Fils-Aimé, à savoir l'espace occupé, à Port-au-Prince, par les gangs armés, est réduit de 85 % (donnée fournie par l'ONU) à « *72 %* » (chiffre avancé par le chef du gouvernement).

Menées par la Police nationale se faisant adjoindre des membres d'unités spécialisées, appuyés par les Forces armées d'Haïti (FAdH), l'objectif de ces descentes meurtrières vise, comme

disent les autorités haïtiennes, à récupérer les territoires perdus.

Le rapport onusien souligne que, au moins 1 300 bandits ont été tués en trois mois, tandis que « *158 civils* » ont perdu la vie, en sus de 100 autres blessés. Aussi l'ONU a-t-elle appelé au renforcement de la protection de cette catégorie, ainsi que le respect des droits de ces personnes. Cette dernière recommandation semble destinée à une mise en garde des autorités haïtiennes. Celles-ci affichent trop souvent un mépris souverain pour les civils dans les quartiers populaires contrôlés par les gangs armés, lors des opérations, surtout musclées, des forces de l'ordre.

Si l'ONU lance de telles mises en garde aux dirigeants haïtiens, les organisations de défense haïtiennes, quant à elles, sont allées plus loin. Elles dénoncent le dédain affiché pour la vie de ces couches de la population, dans le cadre de déploiements policiers contre les criminels. Au fait, certaines d'entre elles parlent d'« *exécutions extrajudiciaires* » orchestrées sur les gens soupçonnés de sympathiser avec les groupes armés ou d'être à leur service.

Dans leur défense de ce comportement, les autorités prétendent que de tels agissements sont nécessaires pour combattre les criminels, qui font la pluie et le beau temps dans les quartiers qu'ils dominent et infligent des exactions ahurissantes sur les populations.

Les élections, un défi qui dépasse les moyens des acteurs

Par rapport à la feuille de route, dont Alix Didier Fils-Aimé à la responsabilité de gérer, les élections constituent un défi que l'équipe au pouvoir peine à orienter, car manquant les compétences, mais sortant manquant de volonté pour les mener à bien. Sur tout parce qu'il attaque le problème par le mauvais bout, tentant de jongler avec la situation, car intéressé davantage à faire durer la transition et à grossir les comptes en banque de différents hauts fonctionnaires.

D'un autre côté, si les pays tuteurs réclament, à tout bout de champ, la tenue des élections comme étant la porte d'entrée vers la solution de la crise multidimensionnelle d'Haïti et le

retour à la normale, ils savent pertinemment, que le scrutin dont Haïti a besoin passe indubitablement par le rétablissement incontournable de l'ordre public. Mais, ils pensent que leurs intérêts politiques, économiques et diplomatiques sont mieux servis sous l'empire des régimes intérimaires haïtiens. Certains pays estiment que la période intérimaire politique est moins rigide que lorsque l'État est doté d'une administration dument élue. Car, en l'absence d'un président élu, il est plus facile d'arracher des concessions aux dirigeants. Depuis la chute de la dictature des Duvalier (François et Jean-Claude), les représentations diplomatiques se montraient plus diplomatiquement plus entreprenantes. Dans le cas d'Haïti, de Ertha Pascal Trouillot à Jovenel Moïse, toutes les vacances présidentielles, qui entraînaient des périodes intérimaires, ont connu des moments d'activités diplomatiques agressives durant lesquels les représentants étrangers accrédités en Haïti se montrent plus actifs, faisant des propositions, dont certaines peuvent être carrément audacieuses. En tout cas, des réformes controversées ont été apportées à des pratiques politiques, administratives, voire même sociales, d'Haïti, qui auraient été, à coup sûr, repoussées avant 1987.

Retourné de mission officielle aux États-Unis, le PM de facto ne livre pas le paquet

Il y a certainement des millions à réaliser, dans l'organisation des élections, sinon dans la nécessité de créer les conditions nécessaires pour en dépenser le budget. Le voyage officiel entrepris par Fils-Aimé, aux États-Unis, la semaine écoulée, visait à renforcer l'appui de la communauté internationale pour son gouvernement. Aussi avait-il tenté de démontrer l'augmentation de l'effort antigang des forces de sécurité haïtiennes. Les dernières semaines ayant précédé son voyage, à Washington et à New York, ont été marquées par de nouvelles descentes policières dans les fiefs des bandits. Même si les résultats annoncés ne prouvent pas l'affaiblissement de ces derniers, ou bien, plus important encore, qu'ils expriment une intention de démobiliser. Dans cette optique, le gouvernement avait lancé, au prix fort, une campagne

de sensibilisation, demandant aux gangs de déposer les armes et de se rendre aux autorités, suggérant qu'ils se rendent aux représentants du gouvernement accessibles dans leurs quartiers respectifs.

Dans ses conversations, à Washington et aux Nations unies, à New York, Alix Didier Fils-Aimé n'était pas en mesure de dire que les forces de sécurité haïtiennes avaient effectué des avancées importantes contre les bandits. Ni il ne lui était pas possible d'annoncer que ceux-ci avaient mordu à l'hameçon, donc prêts à se rendre. Mais retourné à Port-au-Prince des États-Unis, il n'a pas su livrer « *la marchandise* », l'unanimité n'ayant pas été faite, au Département d'État et à l'ONU, autour de l'aide globale que le Premier ministre de facto disait qu'il allait ramener au pays.

Même les élections, que toutes les voix internationales s'accordaient, quasiment en permanence, à en demander la tenue, se sont vu mettre un bémol. Désormais, si la Russie ne cessait de répéter que l'insécurité, telle qu'elle existe, depuis trop longtemps, en Haïti, est incompatible avec l'organisation des élections, les États-Unis semblent avoir de bonnes raisons de se raviser, par rapport à son exigence antérieure, qu'elles aient lieu sans tarder. En ce sens les décideurs américains se trouveraient sur la même longueur d'onde avec Vladimir Putin.

Si la communauté internationale estime devoir encore tolérer Alix Didier Fils-Aimé, en tant que chef exécutif bicéphale, rien n'autorise à croire que le sort qu'ont connu Ariel Henry et le Conseil présidentiel intérimaire lui sera épargné, plus tôt que plus tard. Washington et ses alliés, qui ont jeté son dévolu sur Alix Didier Saint-Rémy, pour faire de lui leur chef exécutif monocéphale, à la fin du mandat du CPT, sait pertinemment qu'il ne fait pas l'unanimité au sein du peuple haïtien, surtout que les appels à sa mise à l'écart fusent de toutes parts, même avant qu'il soit nommé chef exécutif à deux têtes. À la lumière de ces faits, la communauté internationale risque de ne pas faire bon ménage avec lui. D'ailleurs, il est en butte à un problème immense : à l'instar de ses prédécesseurs, la réputation de corruption lui colle dessus.

Crime à Fort Myers : Trump attise le feu

Par Jan Saint-Macary*

La vidéo est très difficile à regarder. Dans une épicerie de Fort Myers, en Floride, une femme est frappée à mort, le crâne martelé avec une violence extrême. L'émotion est forte, légitime, universelle. La victime, Nilufa Easmin, mère de famille bangladaise de 51 ans, travaillait pour subve-



Prof. Jan Saint-Macary

nir aux besoins des siens. Le coupable présumé est d'origine haïtienne. Pour nous, membres de la diaspora, la réaction est immédiate et sans équivoque : horreur, tristesse, solidarité avec la victime. Rien — absolument rien — ne peut justifier un tel acte. L'auteur devra répondre pleinement de ses gestes devant la justice, et nous espérons que celle-ci sera à la hauteur du crime.

Mais là où une communauté pleure ses morts, certains ont vu une opportunité. Cette tragédie humaine a été rapidement récupérée dans le débat politique américain et une autre dynamique s'est imposée — ignoble, elle aussi. Le président Donald Trump s'est emparé de cette affaire pour relancer ses attaques contre les politiques migratoires de Biden, en particulier, celles qui protègent les Haïtiens, notamment à travers le Statut de Protection Temporaire

(TPS). En pointant du doigt un individu, il a implicitement désigné toute une communauté.

Transformer un acte individuel en preuve collective n'est pas une simple erreur logique. C'est un crime politique injuste. Cette instrumentalisation intervient dans un climat déjà chargé. Depuis plusieurs mois, les Haïtiens, aux États-Unis, font l'objet d'attaques répétées, parfois grotesques — comme ces rumeurs absurdes prétendant que nous mangeons des chiens et de chats. Ce type de discours n'est pas anodin. Il prépare l'opinion à voir l'immigrant comme un être dangereux, étranger à la civilisation, indigne de compassion. Ce glissement mérite d'être examiné avec rigueur. Il faut le dénoncer.

Comme le rappelait Jean de La Fontaine, « Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cours vous rendront blanc ou noir... ». Littéralement, dans ce cas-ci. Dans ce type de récit, le coupable idéal est toujours le même : le plus vulnérable. Aujourd'hui, trop souvent, c'est l'immigrant.

Or, les données disponibles racontent une tout autre histoire. Une histoire que n'importe qui peut vérifier, en consultant les propres données du gouvernement américain.

Les statistiques fédérales américaines, les données d'États et les recherches universitaires convergent toutes vers une conclusion remarquablement stable : les immigrants, qu'ils soient en situation régulière ou non, commettent beaucoup moins de crimes que les natifs. Tant proportionnellement qu'en chiffres absolus.

Taux d'incarcération aux États-Unis (pour 100 000 personnes)

Groupe de population
Personnes nées aux États-

Unis (« natifs ») 1 221
Immigrants sans papier
613

Immigrants légaux 319

Ces chiffres, issus du U.S. Census et analysés, notamment, par le Cato Institute et l'American Immigration Council, sont sans équivoque : les natifs américains sont environ deux fois plus susceptibles d'être incarcérés que les immigrants sans papiers, et près de quatre fois plus que les immigrants en situation régulière.

La réalité statistique contredit frontalement l'idée selon laquelle l'immigration serait un facteur de criminalité.

Cette conclusion est renforcée par les données du Texas Department of Public Safety, le seul état à compiler le statut migratoire lors des arrestations. Là encore, les résultats sont sans équivoque : les immigrants présentent des taux d'arrestation inférieurs à ceux des natifs, qu'il s'agisse de crimes violents, de délits contre les biens ou d'infractions liées aux drogues.

À l'échelle nationale, une tendance encore plus frappante se dessine. Les données du Federal Bureau of Investigation (FBI) montrent que, depuis les années 1980, la population immigrée a augmenté aux États-Unis, tandis que les taux de criminalité ont diminué. Si l'immigration était un moteur de la criminalité, nous aurions observé l'inverse.

De fait, ce n'est pas le cas. Pourquoi ?

Il y a plusieurs facteurs convergents. Migrer est un acte déchirant, coûteux et risqué. Les personnes qui entreprennent ce parcours sont généralement motivées, orientées vers le travail et déterminées à améliorer leur condition. À cela s'ajoute un facteur dissuasif majeur : pour un immi-

grant, spécialement sans statut légal, la moindre infraction peut entraîner des conséquences graves, voire l'expulsion.

Les communautés immigrées sont également structurées par des réseaux familiaux et sociaux qui exercent un contrôle informel puissant. Ainsi, dans de nombreuses villes, l'arrivée d'immigrants contribue à revitaliser des quartiers délaissés, ce qui a des effets indirects sur la baisse de la criminalité.

Pourquoi, alors, la perception inverse persiste-t-elle ?

La réponse tient, en partie, à la psychologie humaine. Plusieurs biais cognitifs, surtout par celui de confirmation, nous poussent à privilégier les informations qui confirment nos croyances. Ces dernières filtrent et modifient ce que nous voyons. Ce n'est donc pas 'seeing is believing', mais plutôt le contraire : une vidéo choquante suscite une émotion forte, comme la peur, et pèse plus lourd que les données. Le particulier devient le général, l'exception, la règle.

Les propagandistes ont alors beau jeu. C'est dans cet écart entre perception et réalité que se développent les discours alarmistes.

Il est donc essentiel, aujourd'hui plus que jamais, de tenir ensemble deux vérités. La première est morale : le crime commis à Fort Myers est abject, et son auteur doit être puni avec toute la rigueur de la loi. La seconde est sociale : un acte individuel ne peut servir à juger une communauté entière, encore moins à justifier des politiques de stigmatisation.

Confondre ces deux plans revient à créer de nouvelles victimes. C'est déplacer la faute, au

lieu de l'endiguer et la corriger.

La diaspora haïtienne, dans ce contexte, a une responsabilité particulière. Nous devons refuser les amalgames, calmement mais fermement. Nous devons rechercher les données et les partager. Car les données fiables existent. De nos jours, elles sont publiques, accessibles, vérifiables. En ce qui nous concerne, ils convergent tous vers une conclusion simple : les immigrants ne sont pas plus criminels. Ils le sont moins.

L'instrumentalisation politique d'un drame humain n'honore ni la victime, ni la société qui prétend la défendre. Elle détourne l'attention, attise les divisions, et fragilise encore davantage les plus vulnérables.

Guerline Jozef, directrice exécutive de l'organisation de défense des droits des immigrants Haïtien Bridge Alliance, a parfaitement résumé notre déchirement collectif : « Nos cœurs sont avec la famille de la victime en ce moment inimaginablement douloureux... Nous condamnons cet acte de violence avec la plus grande fermeté. Mais nous devons aussi être clairs : les actes d'un individu ne définissent pas tout un peuple. L'exploitation de cette tragédie pour diaboliser les immigrants haïtiens et démanteler les protections humanitaires est à la fois injuste et profondément nuisible ».

Nous, Haïtiens de la diaspora, pleurons avec la communauté bangladaise. Mais nous refusons d'être le « baudet » de cette fable moderne. Nous continuerons à défendre notre dignité — non par la peur, mais par la force des faits.

La mémoire de Nilufa Easmin mérite justice. Elle mérite aussi vérité.

* Jan Saint-Macary
Professeur associé, Université du Québec en Outaouais

Visite à la Fondation Naomie Osaka à Morne Ogé, Jacmel

Par Ulysse Jean Chenet

Située dans une communauté excentrée de la ville de Jacmel, dans la première section communale de Bas Cap Rouge, localité de Morne Ogé, la Fondation Naomie Osaka est un véritable havre de développement humain.

Ce complexe n'est pas une simple académie de tennis, c'est un méga projet de développement communautaire qui met l'accent sur le développement humain avant tout. C'est un projet innovant qui combine le sport et l'éducation, l'autonomisation communautaire et la sensibilisation à l'environnement. La fondation Naomie Osaka est donc un centre de préparation du corps et de l'esprit.

En effet, physiquement, on

voit que ce sont des enfants en bonne santé qui participent à des entraînements de tennis rigoureux. Cette institution, créée et financée par la tennismoman Naomie Osaka, offre ainsi une opportunité unique de développement aux jeunes de Morne Ogé et de ses environs, en sus de contribuer à l'émergence de futurs champions et leaders. On peut dire fièrement que la fondation Naomie Osaka est un espoir pour l'avenir du sport en Haïti, surtout que le centre accueille déjà des enfants de différentes régions du pays, dans une vision de couverture nationale. C'est le futur d'Haïti qui se dessine là-bas en matière de sport et de développement humain.

Dans le contexte de recons-

truction nationale et de la consolidation du tissu social, en Haïti, le programme de la Fondation Naomie Osaka, centré sur le bien-être des enfants, se présente comme un facteur clé de développement durable endogène. Cette institution offre une éducation gratuite de qualité aux jeunes,

basée sur la compréhension, le STIM, et le créole comme langue d'apprentissage. Le programme de Formation intégrée est particulièrement intéressant, car il prend en compte les valeurs historiques, traditionnelles et culturelles de la communauté et du pays. Les qualités intrinsèques des jeunes sont développées, et leurs potentialités de pensées critiques, artistiques et physiques sont mises en évidence, tout en formant

leurs identités de citoyens haïtiens.

La Fondation Naomie Osaka est une initiative ambitieuse, se concentrant sur trois domaines clés : l'éducation, le sport et le développement communautaire. Ses objectifs sont triples : favoriser le développement humain, stimuler la croissance économique et sociale, et promouvoir le sport comme facteur de développement.

Actuellement, environ 300 jeunes des deux sexes participent au programme Sport/Étude, et des milliers d'autres bénéficient aux différentes activités de la Fondation Naomie Osaka à Morne Ogé.

La Fondation, créée au début des années 2000 comme un

modeste projet communautaire, aspire à être l'un des plus importants projets de développement humain dans la Caraïbe.

La Fondation est dotée d'infrastructures impressionnantes, notamment un bâtiment imposant qui abrite un centre d'éducation moderne et bien équipé, une médiathèque/bibliothèque, des installations sportives de standard international pouvant accueillir des tournois ITF, dont six terrains de tennis réglementaires, une piste d'athlétisme, une piscine semi-olympique, un gymnase, ainsi qu'une salle de cinéma et un dortoir. Une cantine scolaire offre également un repas chaud et une collation quotidienne à environ 300 personnes, un jardin scolaire.

Suite en page 7

La gestion impériale du monde

Par Hugues Célestin*

Il y a plus de deux mille cinq cents ans (2 500 ans) lorsque l'aube se levait sur les hauts plateaux de l'ancienne Perse, la lumière ne semblait pas éclairer seulement la terre. Elle annonçait une vocation spirituelle profonde qui, des siècles plus tard, s'incarnerait dans la fidélité à l'Imamat et dans la mémoire du sacrifice de Hussein ibn Ali à Karbala. Le vent glissait sur les étendues pierreuses, portant des récits encore à naître. Entre montagnes bleutées et plaines brûlées par le soleil, un monde prenait conscience de lui-même. Ce territoire s'appelait actuellement l'Iran, il devenait un souffle, un carrefour, une matrice où s'apprétaient à converger les routes de l'humanité.

Au VI^e siècle avant notre ère, Cyrus le Grand incarne cette vision. Fondateur de l'Empire achéménide, il ne se contenta pas d'agrandir des frontières ; il redessina la manière même de concevoir le pouvoir. Sous son autorité, les cités conquises ne furent pas condamnées à l'effacement. Les temples furent relevés, les cultes respectés et les traditions maintenues, tandis que des peuples aux langues diverses, aux dieux multiples et aux coutumes anciennes purent coexister sous une même couronne. Cette manière de gouverner, observée plus tard par d'autres puissances, inspira des héritages durables. Une architecture politique subtile, composée de lois adaptées aux réalités locales, de satrapies re liées par des routes, d'administrations organisées, cimentait l'ensemble.

Bien des siècles après, des empires méditerranéens étudièrent et systématisèrent certains de ces principes, reconnaissant dans l'expérience perse une école du gouvernement. Elle fut un pont vivant entre les grandes civilisations, ses routes reliaient l'Inde aux cités grecques, la Mésopotamie aux confins de l'Asie centrale. Les caravanes transportaient soie et épices, mais aussi mythes, mathématiques, médecines et philosophies. Dans ce brassage, les idées circulaient comme des étoiles filantes, semant des germes d'invention.

Sous les dynasties sassanides, cette vocation d'ouverture s'approfondit encore, donnant naissance à des synthèses intellectuelles qui marquèrent durablement la science. Au cœur de cette effervescence s'élevait Persépolis, cité de pierre dressée vers le ciel comme un hymne à la grandeur. Ses colonnes élancées semblaient soutenir des palais et l'idée même d'un monde

ordonné. Sur ses bas-reliefs défilaient des délégations venues d'horizons lointains : Égyptiens, Mèdes, Babyloniens, Lydiens. Ils n'étaient pas représentés en captifs brisés, mais en porteurs d'offrandes, participants d'un univers mis en relation.

Même dans le domaine du jeu et de l'esprit stratégique, son empreinte se fit sentir. Né en Inde sous la forme du chaturanga, le jeu d'échecs fut transformé et diffusé par les Perses sous le nom de shatranj. Dans la réalité, il devenait une métaphore du pouvoir, illustrant la patience, le calcul et la vision. Il s'agissait d'anticiper, de comprendre les équilibres, de penser le mouvement avant qu'il ne se produise. Si l'histoire se lit à la manière d'une longue traversée, ponctuée de ruptures et de transmissions, la Perse, devenue en grande partie l'Iran, se révèle l'un de ces carrefours lumineux où le temps semble enseigner. Et que l'humanité y apprit que la grandeur peut s'édifier sans trahir la dignité d'autrui. Un tel peu ple ne se laisse guère briser par le temps ni par les vents impétueux de son destin, et il s'élève toujours pour écrire sa propre légende.

Géopolitique de l'asphyxie et de la déstabilisation

La question du pouvoir, du contrôle et de la légitimité demeure au cœur de l'histoire humaine, reliant ainsi la leçon millénaire de la Perse aux dynamiques géopolitiques contemporaines. Le monde actuel s'organise selon un ordre global où les intérêts stratégiques dictent les rapports de force entre États et sociétés. ONG, missions d'observation, médiatisation stratégique et présence militaire forment les vecteurs complémentaires d'un pouvoir diffus, combinant persuasion symbolique et capacité coercitive dans la gestion asymétrique des rapports internationaux. Ils façonnent simultanément les décisions gouvernementales et les comportements des populations. Les sanctions économiques, les embargos et l'isolement diplomatique agissent en tant qu'instruments structurés de coercition indirecte, permettant de contraindre et d'affaiblir des États en dehors du registre classique de l'intervention militaire.

Les États ainsi ciblés, délégitimés, assiégés et soumis à des mécanismes sophistiqués de contrainte économique et diplomatique, voient leurs populations affectées de manière immédiate et profonde. Cette ingénierie de la contrainte relève d'une véritable pédagogie géopolitique, où le pouvoir s'exerce par l'étranglement méthodique, la manipulation des structures étatiques et la

privation, traduisant une logique de domination implacable. Les États-Unis administrent des équilibres, arbitrent des conflits, imposent des sanctions et déterminent quels gouvernements seront tolérés ou isolés. Une nation peut ainsi être mise à genoux sans qu'un seul soldat ne débarque : il suffit de l'exclure des circuits dominants, d'entraver ses transactions et de criminaliser ses dirigeants.

Cuba offre une illustration emblématique de cette stratégie d'asphyxie prolongée. Depuis 1962, les États-Unis maintiennent un blocus économique, commercial et financier. Au jour d'hui encore, sous l'administration de Donald Trump, le dispositif n'a pas été assoupli ; au contraire, il a été renforcé par l'interdiction d'entrée du pétrole vénézuélien, des restrictions accrues sur les transferts financiers, des sanctions contre les entreprises étrangères commerçant avec l'île, une limitation des voyages, et le maintien de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme. Les souffrances infligées démontrent l'efficacité de la méthode et justifient la poursuite de l'asphyxie. Il s'agit d'une stratégie de patience visant à affaiblir le système de l'intérieur, présentée hypocritement pour promouvoir la démocratie. Ces mesures ne se limitent pas aux décisions bilatérales ; elles s'inscrivent également dans un cadre international qui, en théorie, devrait tempérer les excès.

Chaque année ou presque, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies vote massivement pour la levée du blocus. Les résolutions condamnant l'embargo recueillent un soutien quasi unanime de la communauté internationale, mais elles restent purement symboliques, exprimant une désapprobation morale sans effet réel. Le message est clair, le consensus mondial peut protester, mais la décision finale revient à celui qui contrôle les leviers financiers et commerciaux. C'est à cet endroit que se dévoile la mécanique d'un ordre mondial marqué par la domination impériale, où le droit international peut s'exprimer tandis que l'hégémon décide en dernier ressort. Pour tant, malgré six décennies d'asphyxie, Cuba n'a pas imploré. Elle a survécu, s'est adaptée et a développé des stratégies de résilience. Elle est punie pour son autonomie et son choix d'indépendance, et s'affirme ainsi au-delà du statut de pays sanctionné, se dressant en symbole de résistance contre la domination. Cette mécanique de domination ne se limite pas à l'Amérique latine ; elle se manifeste également au Moyen-Orient.

Jamais le monde n'a été aussi fracturé. Ce qui s'est passé en Iran est typique d'une gestion impériale des rapports de force. Le président américain aurait officialisé l'acte en le présentant comme une initiative humanitaire destinée à contrer un prétendu programme nucléaire. Il aurait appelé les Iraniens à se retourner contre leur gouvernement après sa mort. La violence devient ainsi un instrument planifié, une campagne assumée. Il ne renverse pas seulement un régime ; il élimine les incarnations les plus visibles tout en soufflant sur les braises régionales. Les dirigeants occidentaux qualifient ces frappes de justifiées et de précises, allant jusqu'à en légitimer les crimes. Les effets collatéraux, civils tués, tensions régionales accrues, instabilité des marchés pétroliers et spectre

d'un conflit élargi, sont relégués au second plan. La démocratie peut déborder avec éliminations ciblées et bombardements médiatisés.

Dans d'autres régions, le même schéma se reproduit, accompagné d'une rhétorique similaire. La Palestine demeure soumise à un régime de blocus et à des opérations militaires récurrentes de la part d'Israël. Ils sont justifiés par des impératifs de sécurité nationale et de lutte contre le terrorisme. Toutefois, au regard du droit international humanitaire et des nombreuses résolutions onusiennes, ces pratiques soulèvent des interrogations majeures quant au respect du principe de proportionnalité, à la protection des civils et à l'interdiction des punitions collectives, tandis que les condamnations internationales peinent à produire des effets contraignants.

Au Venezuela, les sanctions économiques, les mesures coercitives unilatérales et les pressions diplomatiques s'inscrivent dans une stratégie plus large de transformation du régime politique au nom de la restauration démocratique. L'arrestation et le transfert à l'étranger du président en exercice constituent, dans cette perspective, un précédent lourd de conséquences pour la souveraineté des États et pour le principe de non-ingérence consacré par la Charte des Nations unies, tout en alimentant les débats sur la légalité et la légitimité de telles interventions.

Rivalités et ordre mondial

Les grandes puissances s'affrontent, mais elles ne remettent fondamentalement en cause les règles du jeu qui garantissent leurs intérêts convergents. Les décisions structurantes procèdent d'un noyau hégémonique centré sur les États-Unis, tandis que la Chine et la Russie s'emploient à contester certaines prérogatives. Le premier protège l'espace postsoviétique en tant que sphère stratégique vitale. Le second, pour sa part, sécurise ses routes commerciales, ses investissements et ses corridors énergétiques.

L'ordre international ne repose plus sur une bipolarité idéologique ; il se recompose en un système multipolaire fragmenté en sphères d'intérêts, où s'organise une gouvernance stratégique du globe. La dynamique consiste à intégrer ou à contraindre à l'intégration dans les politiques énergétiques, les alliances diplomatiques et les économies nationales aux circuits dominants de la mondialisation. Tout État qui se soustrait à cette logique de normalisation est discursivement requalifié en source d'instabilité et élevé au statut de menace pour la sécurité régionale ou internationale.

Les grandes puissances peuvent s'opposer sur un dossier précis, voter différemment ou s'imposer mutuellement des sanctions. Malgré leurs rivalités, elles partagent une compréhension implicite selon laquelle le système doit perdurer et rester hiérarchisé, structuré autour de centres de décision restreints afin de continuer à produire des périphéries. Elles dénoncent l'ingérence des autres tout en protégeant la leur. Pendant qu'elles se critiquent en conférence, elles veillent à préserver l'ordre international dont elles bénéficient toutes.

L'Organisation des Nations unies incarne, en théorie, la conscience collective de l'humanité.

Ses résolutions demeurent essentiellement symboliques, énonçant ce qui devrait être sans pouvoir imposer ce qui sera. Lorsque les intérêts d'une grande puissance sont directement menacés, le Conseil de sécurité se paralyse. Le droit de veto transforme alors le droit international en droit conditionnel. À l'intérieur des puissances, l'un con damne, l'autre appelle au calme, un troisième exhorte à la retenue, tandis que chacun retourne à ses calculs stratégiques. Dans cette perspective, l'ONU fonctionne davantage comme un baromètre moral qu'un mécanisme coercitif capable de contraindre les puissances dominantes. Les peuples des périphéries, sanctionnés, bombardés, encadrés ou laissés dans le chaos planifié, découvrent que la multipolarité ne rime pas nécessairement avec justice. Dans l'état actuel des choses, elle se réduit avant tout à une concurrence élargie pour le contrôle.

Périphéries sous contrôle

Il existe des pays que l'on bombarde, dont on enlève ou assassine les dirigeants. Il en existe d'autres que l'on sanctionne ou que l'on laisse s'effondrer lentement, sous surveillance constante. Haïti constitue un exemple historique et stratégique d'effondrement méthodiquement entretenu, un État fragmenté, affaibli, contourné et parfois remplacé par des structures parallèles. Le pays est plongé dans un chaos inimaginable, c'est dans ce contexte que se prennent les grandes décisions politiques et économiques. Il serait trop simpliste d'attribuer toute la responsabilité à des forces extérieures. L'histoire récente du pays montre également le rôle d'une élite locale qui a appris à prospérer dans la dépendance. Elle redoute plus l'émancipation populaire que l'ingérence étrangère. La dépendance n'est donc pas seulement imposée, elle est cogérée, négociée et entretenue par ceux qui en tirent profit.

Haïti est aussi un terrain d'expérimentation de missions internationales successives, de formules transitoires répétées et d'arrangements politiques validés à l'extérieur. Les interventions étrangères, qu'elles soient militaires, économiques ou humanitaires, sont systématiquement encadrées par une logique de contrôle et de stabilisation superficielle. Cette situation illustre la manière dont une périphérie stratégique devient un laboratoire de gouvernance conditionnelle, organisé pour servir des objectifs de domination et d'exploitation.

L'ordre mondial ne vacille pas sous le poids de ses contradictions, il s'en nourrit. La violence et la misère ne sont que des sous-produits tolérés d'un équilibre profondément inégal. Aussi longtemps que la hiérarchie des puissances primera sur la dignité des peuples, les promesses de stabilité et de démocratie demeureront de simples récits performatifs. Il ne suffit plus de comprendre le monde, il devient nécessaire d'en interroger la légitimité même d'un système qui, pour perdurer, exige la vulnérabilité des autres.

Grand Pré, Quartier Morin, 4 mars 2026

* Hugue Célestin

Membre de : - Federasyon Mouvan Demokratik Katye Moren (FEMODEK)
- Efo ak Solidarite pou Konstriksyon Altènativ Nasyonal Popilè (ESKANP)

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



Suite de la page 4

qu'en s'inclinant en finale », estiment les observateurs.

Le président de la CAF s'est prononcé, mercredi, pour un football africain débarrassé de « tous les problèmes » susceptibles d'entacher son équité. Au fait, à Dakar, le patron du foot africain a promis plusieurs réformes pour le rendre plus « respecté ». Sa venue, dans la capitale sénégalaise, intervient trois semaines après la décision contestée de ce jury d'appel de la CAF de retirer au Sénégal son titre de champion d'Afrique, obtenu deux mois plus tôt, sur le terrain, face au Maroc, le 18 janvier, à Rabat (1-0), après prolongation et d'homologuer le sacre des Lions de l'Atlas. Cette décision, rendue le 17 mars, a provoqué colère et indignation au Sénégal, qui a déposé, comme on le sait, un recours devant le TAS.

Et M. Motsepe de souligner : « La principale raison de ma venue au Sénégal est pour exprimer mon engagement à collaborer avec les dirigeants sénégalais pour le développement du football africain. Dans la foulée, il devait ajouter : « Nous sommes conscients qu'il est arrivé que des décisions prises n'ont pas été de l'avis de tout le monde. C'est pourquoi nous essayons d'initier des réformes, qui nous permettront d'éviter à l'avenir tous ces genres de situation et de promouvoir un football africain débarrassé de tous ces problèmes, qui peuvent entacher son équité ».

Coupe d'Afrique des nations

Le Sénégal, bien que déchu de son titre, a présenté le trophée de la CAN au Stade de France. Le dirigeant sud-africain de la Con fédération africaine s'est dit con fiant dans le fait qu'« à l'issue de tout cela, les 54 pays membres de la CAF en sortiront plus unis et que le football africain sera plus compétitif et respecté partout dans le monde », s'est écrié encore Patrice Motcépe, qui avait été reçu auparavant par le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, avec qui il a eu d'« excellents échanges », a-t-il indiqué à la presse. Le soir de la finale, le 18 janvier, à Rabat, l'arbitre avait infligé, en toute fin de match, un pénalty au Maroc, après consultation de la vidéo assistance. Ulcérés par sa décision, plusieurs joueurs sénégalais avaient quitté le terrain et la finale avait basculé dans le chaos et la confusion.

Les joueurs sénégalais étaient finalement revenus sur le terrain, l'attaquant marocain Brahim Diaz avait totalement raté son pénalty, et le Sénégal s'était imposé (1-0), sur un but de Pape Gueye, pendant la prolongation. Mais dans sa décision du 17 mars, le jury d'appel de la CAF a déclaré l'équipe du Sénégal « forfait lors de la finale », en raison du départ des joueurs et homologuant la victoire du Maroc par 3-0. La Fédération sénégalaise de football a fait appel devant le Tribunal arbitral du sport. Aucune date n'a encore été fixée pour cette procédure. « Quelle que soit la décision que le TAS prendra, nous la respecterons », a assuré Patrice Motsepe.

Le Sénégal, bien que déchu de son titre, présente le trophée de la CAN 2025 au Stade de France

Malgré le fait que la CAF a décidé d'attribuer la victoire de la dernière CAN au Maroc, le Sénégal a tout de même présenté le trophée de la CAN, qu'il revendique toujours, avant le

match amical face au Pérou, samedi, au Stade de France. Kalidou Coulibaly and co. ont pourtant récemment été déchus de leur titre de champion d'Afrique, sur tapis vert, au profit du Maroc.

Mais, le Sénégal, bien qu'ainsi déchu de son titre de champion d'Afrique, au profit du Maroc, a tout de même présenté le trophée de la CAN, qu'il revendique toujours, avant le match amical face au Pérou (qu'il a remporté 2-0), samedi au Stade de France. C'est le constat fait par un journaliste de l'AFP. Kalidou Coulibaly, le trophée de la CAN dans les bras, suivi de tous ses partenaires en survêtement, a pénétré sur la pelouse, lors d'un mini-concert de Youssou Ndour, la superstar sénégalaise, avant d'entamer un tour de terrain, la coupe passant de mains en mains.

Real Madrid, le club le plus riche du monde

Le Real Madrid est reconnu comme le club le plus riche du monde. Voici la position des organisations de football, par rapport aux millions d'euros qu'ils possèdent.

- 1 Real Madrid 1,161
 - 2 FC Barcelona 974,8
 - 3 Bayern de Munich 860,6
 - 4 PSG 837,00
 - 5 Liverpool 836,1
 - 6 Manchester City 829,3
 - 7 Arsenal 821,7
 - 8 Manchester United 793,1
 - 9 Tottenham 672,6
 - 10 Chelsea 584,1
- Foot, Qualif. CAN 2027

La participation de l'Érythrée aux qualifications de la CAN 2027 compromise après la disparition de sept joueurs

Les qualifications pour la CAN 2027 pourraient se jouer sans l'Érythrée. (S. Mantey/L'Équipe) Alors qu'elle avait obtenu sa place, en battant l'Es watini, lors du tour préliminaire, en mars, l'Érythrée pourrait ne pas participer aux qualifications pour la Coupe d'Afrique des nations 2027, après la défection de sept internationaux venant s'ajouter aux dizaines de joueurs ayant fui à l'étranger ces prestations.

Après six ans d'absence sur la scène internationale, l'Érythrée a disputé deux rencontres, face à l'Es watini, en mars, lors du tour préliminaire des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations 2027, s'imposant 4-1 sur l'ensemble des deux rencontres. Mais ce succès pourrait paradoxalement signer la fin des matches internationaux pour le pays d'Afrique de l'Est. Car après leur dernier match, le 31 mars, sept joueurs de la sélection ont disparu.

Dirigée par le président Isaias Af werki, depuis son indépendance de l'Éthiopie, en 1993, l'Érythrée n'autorisait pas ses équipes à voyager à l'étranger, depuis que des joueurs de son équipe des moins de 20 ans ont fui vers l'Ouganda, en 2019. On estime qu'environ 80 footballeurs ont fait défection, alors qu'ils jouaient pour l'Équipe nationale à l'étranger, fuyant le régime répressif en place dans le pays, et poussant le gouvernement à interdire les déplacements.

L'Érythrée n'avait plus disputé le tour préliminaire depuis 2008

La Sélection érythréenne, entraînée par l'ancien international égyptien Hesham Yakan, nommé sélectionneur seulement deux semaines avant le match aller, a créé la surprise en battant l'Es watini (2-0 à l'aller au Maroc, 2-1 au retour à Lobamba, ca

pitale de l'Es watini), accédant ainsi à la phase de groupes des qualifications qui réunira 42 équipes africaines, entre septembre et novembre. La disparition de nouveaux internationaux vient remettre en question la participation du pays à la CAN, dix-neuf ans après sa dernière apparition, lors du tour préliminaire.

Football des champions

Ligue des champions : Ligue des champions : PSG, Barça, Real... Qui est bien parti avant les quarts de finale retour ? Qui est menacé ?

Le PSG a pris une sérieuse option sur la qualification, après avoir remporté son match aller 2-0 face à Liverpool. Quels clubs vont parvenir à se qualifier pour les demi-finales de la Ligue des champions ? Voici où en sont les équipes, à l'issue des quarts de finale aller.

Les quarts de finale aller de la Ligue des champions passés, plusieurs équipes sont déjà en bonne position pour se qualifier pour le dernier carré, à l'image du Paris Saint-Germain ou de l'Atlético Madrid d'Antoine Griezmann. On fait le point.

Le PSG a dominé Liverpool (2-0), mercredi, au Parc des Princes, lors du quart de finale aller. Les Parisiens ont donc pris une sérieuse option pour les demi-finales, avant d'aller à Anfield, mais la qualification n'est toutefois pas acquise. Les Reds se sont revanchés, mardi, dans leur antre, après leur élimination aux tirs au but contre le PSG, la saison dernière, en huitièmes de finale. Mais la physiologie du match de mercredi laisse penser que Paris a toutes les cartes en main pour assurer l'essentiel. Car l'équipe entraînée par Luis Enrique a concassé des Anglais, réduits la plupart du temps à courir après le ballon et tenter, parfois, une percée en contre-attaque.

Ligue des champions : le PSG tout en maîtrise prend l'avantage sur Liverpool (2-0) Arsenal

Il aura fallu attendre la 91e minute, mardi, pour voir Arsenal trouver le chemin des filets. Les Anglais se sont imposés 1-0, dans le temps additionnel, face au Sporting Portugal, à Lisbonne, après un match équilibré. Actuellement leader de Premier League, Arsenal traverse une période délicate. En quelques semaines, le club londonien a vu s'échapper deux de ses espoirs de titre s'envoler, avec une finale de Coupe de la ligue perdue contre Manchester City, puis, surtout, une élimination surprise en quart de la Coupe d'Angleterre, samedi, contre le club de deuxième division de Southampton (2-1).

FC Barcelone

Les Catalans n'ont pas le choix, la semaine prochaine, sur la pelouse de l'Atlético : ils devront obligatoirement réussir une remontada, après leur défaite, ce mercredi, à l'aller (0-2). Bien aidée par l'expulsion du jeune défenseur catalan Pau Cubarsi, l'équipe d'Antoine Griezmann, habituée aux braquages et aux exploits sur la scène européenne, a réduit au silence le Camp Nou et pris un bel avantage pour rejoindre le dernier carré. Il leur faudra, pour cela, résister, mardi prochain, au Metropo litano, et ne pas exploser en vol, comme lors de la demi-finale retour de Coupe du Roi (défaite 3-0 après une démonstration à l'aller 4-0), pour éliminer, à nouveau, l'ogre catalan, comme en 2014, et le Bayern Munich a signé un succès de prestige (2-1), mardi, au stade Santiago-Bernabéu, face au Real

Madrid, battu mais « encore en vie » pour le quart de finale retour de la Ligue des champions, grâce à la réduction du score de Kylian Mbappé. Les Allemands ont pris un petit avantage, mais pas suffisamment pour condamner le Real.

Manuel Neur : 40 ans et toujours aussi fort

Manuel Neur a éccœuré le Real Madrid, hier soir, en Ligue des champions.

Liverpool - PSG : mardi 14 avril, à 21 heures ; Atlético Madrid - FC Barcelone : mardi 14 avril, à 21 heures ; Arsenal - Sporting Portugal : mercredi 15 avril à 21 heures ; Bayern Munich - Real Madrid : mercredi 15 avril, à 21 heures.

« Le Brésil ne peut plus permettre à un joueur de briguer un Ballon d'or » : Romario, champion du monde 1994, regrette la disparition du football de rue à 60 ans. Le champion du monde 1994 est toujours aussi actif : sénateur, accro au footvolley, président de l'America FC, animateur de sa chaîne YouTube et de la nuit Carioca. L'ancien attaquant du Barça n'a pas perdu sa tchatche légendaire et porte un regard sévère sur le football brésilien.

C'est peut-être à ça qu'on reconnaît un pays de football. Quand on croise un sénateur de la République jouer au footvolley (futevolei, en portugais) sur la plage. Il faut dire qu'il s'agit de Romario, une légende mondiale. La scène attire évidemment quelques curieux, aimantés par des téléphones intelligents pointés vers la plage de Barra da Tijuca, à Rio. Mais, en ce dimanche hivernal, tout cela semble ordinaire. À 60 ans, l'ancien buteur n'a pas changé. Il est toujours aussi talentueux et arrogant.

À peine arrivé auprès de sa petite bande, vêtu d'un simple tee-shirt blanc et d'un short bleu, le champion du monde 1994 décide de la composition des équipes. Sans échauffement ni étirement, o Baixinho (le tout petit) entame les hostilités en posant son ballon sur un monticule de sable. Profitant d'un vent tourbillonnant, il expédie une parabole vertigineuse. Service gagnant. Il gonfle lespectateurs et annonce la couleur : « Alors, c'est qui le patron ? ! »

Râleur, chambreur, super joueur

Au cours d'un 2x2 engagé où s'enchaînent amorties de la tête, passes de la poitrine ou intérieurs du pied lobés, le vétéran fait le show. Il flambe, il râle, il chambre, conteste toutes les décisions, mais ne rate aucun contrôle, aucune passe. Malgré le ciel gris et menaçant, il brille. Parfois, il envoie la foudre, haussant le ton quand son coéquipier loupe une transmission, ou quand l'un de ses adversaires ose le traiter de voleur, après une marque litigieuse.

Face au contestataire, l'ancien international brésilien (71 sélections, 55 buts) empoigne une chaise de plage et la pose sur le terrain. « Vas-y, tu peux t'asseoir, ça va durer longtemps », dit-il, lui promettant une négociation inutile. Tout cela fait sourire les passants. Mais Romario ne plaisante pas. Alors, le jeune homme, surnommé Cria, finit par céder. Le point, puis le match. Difficile de tenir tête à un tel personnage. « C'est un honneur de jouer contre lui, mais, même s'il est une légende, je ne me laisse pas faire », assure son adversaire. « Il y a de la rivalité, c'est le jeu. Surtout que le sénateur est chiant. Il déteste perdre, même à pierre-feuille-ciseaux ». Question d'orgueil.

Ambassadeur du footvolley et sénateur

Voilà des années que Romario fréquente ces quelques mètres carrés de sable. C'est devenu son jardin, comme l'était le Maracana, à sa grande époque. « Ils veulent tous me battre, mais je les défonce encore », se vante le sexagénaire, ajoutant : « Je ne suis pas vaincu ici, mais il faut mettre le paquet pour gagner. Alors, pour faire tomber l'idole et son « cheval de course », comme il qualifie son jeune partenaire, un autre duo se présente. Il est mené par un professionnel, Bruno Barros, le meilleur Brésilien de la discipline, et, sans aucun doute, l'un des meilleurs du monde. Cette fois, l'ancienne star du FC Barcelone ne fera pas le poids, mais il récoltera les éloges du champion : « Romario ? C'est un crack. Il ne rate rien, il est habile et, même à son âge, il se déplace super bien. On a de la chance de l'avoir, car il est le principal ambassadeur de notre discipline ».

Le sénateur de la République, réélu en 2022, sous l'étiquette du Parti libéral, avec 29,19 % des voix, dans l'État de Rio, vient de faire reconnaître le footvolley comme sport officiel. Sa proposition de loi a été approuvée par le Sénat, en octobre dernier, ce qui permettra la création d'espaces publics adaptés, la formation d'entraîneurs ou l'organisation d'événements pour promouvoir une discipline née dans les années 1960, à Copacabana, pour dribbler l'interdiction de jouer au foot sur la plage.

« Reconnaître cette discipline comme un sport, c'est avant tout, reconnaître le Brésil, dans son essence la plus pure : créatif, résilient et inclusif », se félicite Romario, qui rêve désormais que son sport favori devienne une discipline olympique. « Si le skate et le surf ont leur place, le footvolley peut y arriver », a-t-il énoncé au Sénat, se montrant aussi à l'aise en costume-cravate qu'en short et claquettes. « Mon nom n'a jamais été associé à un scandale et j'en suis fier ».

Depuis ses débuts, en politique, il y a quinze ans, l'ex-crack porte ses préoccupations en plus haut lieu, à Brasilia, afin de « changer les choses ». Ce fut le cas, en avril 2024, quand il avait diligemment une commission d'enquête parlementaire pour faire la lumière sur un vaste scandale de paris truqués touchant le football pro brésilien. Depuis, plusieurs joueurs ont été condamnés par la justice sportive et suspendus de toute activité liée au foot.

Sa fille Ivy, son combat

Mais son influence en politique ne se limite pas au sport. La santé et l'éducation sont aussi ses domaines de prédilection. C'est ce qu'il nous a confié en nous recevant à son domicile. Terminant de fumer un cigare, il nous a d'abord montré ses terrains de jeux disséminés dans sa propriété, avant de s'installer dans un fauteuil, au bord de sa piscine. L'ex-attaquant est alors revenu sur le combat de sa vie, entamé après la naissance d'Ivy, sa fille trisomique, née en 2005.

C'est à partir de là qu'il a franchi le cap pour devenir, d'abord, député fédéral de l'État de Rio de Janeiro (2011-2015). « À cette époque, on rencontrait beaucoup de familles en souffrance, à cause de la maladie de leur enfant. J'ai compris que je pouvais utiliser ma voix et ma notoriété pour faire avancer les choses ».

Et Romario de poursuivre : « Mon boulot, c'est d'améliorer les conditions de vie des personnes han-

Suite en page 9

GRENN PWONMENN

Dr Boulos sot nan prizon Miami

Doktè Rijinal Boulòs, ki te kò manse medsen fètéfouni, paske li te gen youn klinik ki ta p swaye moun ki pa gen gwo mwayen yo nan Site Solèy, pou kòmpanse, avan l te rantre nan politik, pa nan prizon ankò. Tout moun ka sonje gouvènman federal te arete l et Imigrasyon ameriken te fouke l epi lage l nan prizon. Yo te akize l kòm moun ki te bay gank zam epi sipòte yo pou fè sa nou tout konnen yo. Mouche Boulòs, ki, avant tou, younn nan biznisman ki pi enpòtan, nan peyi Dayiti,

kidonk ki gen gwo mouvman kòb, te gen gwo akizasyon sou tèt li, paske gen anpil moun ki repete nenpòt bagay, san yo pa konn ni pye ni tèt istwa a. Se pou tèt sa ke anpil moun ki te bat bravo lakontantman, paske gouvènman federal te arete l.

Otorite federal yo te menase Rejinal Boulòs, ki te sitwayen ameriken, men ki te renmèt nasyonlite l, paske li te pral rantre nan politik, li pa t vle si l rete Ame riken pou sa pa bal pwoblèm. Li ta samble ke gou vènman ameriken pa twò kontan pou youn moun



Businisman Rejinal Boulòs, nan youn avyon, avèk youn jen dam, nan wout pou peyi Kolonbyen.

Ameri ken al fè enpètinans depoze sitwayente ameriken atè pou al fè l Ayisyen Ki sa Ayisyen wi !. Youn moun ta ka di moun sa yo t ap chache vanjans kont Bou lous.

E byen, preske se kòm si preske tout jounalis te lage Chal bari dèyè Boulòs, tank yo te di anpil vye bagay sou li. Tout moun te ka wè te gen anpil pase-genyen nan istwa anpil te ekri sou li. Preske tout t ap di yo pral depòte l Ayiti epi li ta pra l ateri nan prizon.

Anpil nan jounalis sa yo pa kon ki jan lalwa fonksyone nan peyi isi. Doktè Rejinal Boulòs te nan prizon, se kom si jounalis yo to dekrete lapèmanans sou li, paske preske chak jou non Boulos te nan radio, rezo sosyal yo t ap fè

fèt.

Men li samble jounalis ayisyen yo pa t konnen ke gwo biznisman sa a t ap lage lib et libè. Eben, dat ki te 3 avril ki sot pase a, sèl sa younalis yo te tande se Dr Rejinal Boulòs ki te nan avyon avèk youn jèn dam chita kote l, nan rout pou Ko lonbi. Gouvènman kolonbyen an ba l azil politik.

Youn moun ka di ke gwo touman an sispann pou Boulòs kounye a, li pral viv nan lapè nan peyi Kolonbi, pou fè moun bliye l. Nou ka di tou ke Mou che Boulòs pral degaje l kou Mèt Janjak avèk zanmi politik epi biznisman parèy li yo pou fè sa yo konnen pou l retounen Ayiti, peyi li, kote li ka degaje l pou reòganize vi l ak vi fanmi.

JODI A GRENN PWONMENNEN KITE PLAS LI POU GUY-ROBERT PIERRE

Lèt tou louvri pou manm « Viv Ansanm » yo

Atansyon Babekyou, Jeff Canaan, Ti Lapli, Krisla, Izo, Vitelhomme, Lanm 100 Jou ak l t yo

Konpatry t mwen yo, Jodi a se avèk anpil tristès epi gwo sans ijans m ap ekri nou pou



Guy-Robert Pierre

mande nou mete fen nan vyolans k ap dechire bèl peyi nou an, Ayiti.

Depi plis pase senk lane, nasyon nou an ap travèse youn nan moman ki pi difisil nan istwa li depi nou te met fen a lesklavaj. Mwen konprann gen mounn ki ankòlè devan enjistis ak echèk moun ki t ap dirije ak sa yo ki kon tnye ap dirije Leta. Men se pa

vyolans sou pwòp pèp nou ki ka janm solisyon an. Li sèlman fè kriz pi agrav. Kidnaping, destriksyon kominote yo ak vyolans k ap repete chak jou, pa korije okenn enjistis. Okontrè sa agrave sitiya syon an.

Pèp nou an bouke. Fanmi yo anvi retounen lakay yo. Moun nan dyaspora yo vle retounen nan peyi yo. Timounn yo merite gran di an sekirite epi al lek l. Ayiti merite lapè.

Lapè toujou posib. E verite a byen senp: pèsonn pa pi byen plase pou chanje direksyon vyolans sa a, sinon sa yo ki ladan l nan, oswa k ap soutni vyolans la. Nou gen pouvwa sa a. Nou ka deside pou n kanpe. Nou ka ankouraje lòt moun pou fè menm jan ak nou.

An palan de sa, Krisla, dènyèman mwen te wè w sou rezo so syal yo ap mande pou yo relouvri Ayewopò Entènasyonnal Tous saint Louverture a, nan P t prens. Volonte pou n retounen nan youn sitiya syon nòm al enpòtan, fòpaplis ; men li dwe mache ansanm ak bonjan aksyon pou met fren a tout klas vyolans. Toutotan wout nasyon yo rete bloke, bandi ap simaye latwoublay tout kote, gen kontradiksuon nan sa w ap mande pou fèt la. Asireman, f w dak l.

Menm si Ayewopò ta louvri, imajine kouman youn mounn ap fè pou soti Leogane, pase Martis sant, pou l al pran avyon ? Kou man youn mounn ka soti Hinche pou pase Mirebalais ak Croix-des-Bouquets, pou antre nan Ayewopò ?

Antanke youn manm enfliyan nan « Viv Ansanm », ou gen responsablite pou ede debloke wout sa yo. Sitwayente dwe vini anvan tout lòt reklamasyon.

Babekyou, ou menm ki pòt pawòl *Viv ansanm*, ou dwe fè *mea culpa*, mande padon, libere peyi a. Fè debloke wout yo pou sitwayen yo ka reprann aktivite yo kòm sadwa.

Jodi a, eritaj k ap bati pou n kite pou Ayiti ak sa ki pi jèn yo se destriksyon adwat ag lch, tout moun pèdi net ale. Men sa pa oblije dènye chapit ki pou ekri sou nou antan ke nasyon ki te premye peyi mounn nwa ki te detwi lesklavaj. Nou ka gen k m eritaj kouraj pou nou kanpe, pou nou rebat, pou nou pwoteje nasyon an, olye pou se nou kap detwi l.

Nou pa nan lagè avèk okenn l t peyi. Nou pa ka kontinye ap kidnape, fè kadejak konsa sou pw p medam yo ki ta ka ti sè nou, menm manman nou, epi touye sa yo ki ta ka pw p frè nou, menm papa n. Mwen konnen

pèp ayisyen rezilyan anpil, yo gen kouraj pou sip t. *Men sa se twòp atò !* Nou ka fè mye ke sa.

Ann sispann plenyen epi bla me younn l t. Ann pran responsablite nou, ann depoze zam yo : Ale nan biwo majistra osnon nan biwo knomisè gouvènman ki pi pre nou an, remèt zam yo. Si se nou menm ki kòmpanse fè lapè, lapè gen pou vinn jwenn nou.

Nou pa ka chanje « *le passé* », sa k deja fin fèt, men nou ka chwazi lavni, kijan sa pral ye pi devan. Ann bati youn eritaj ki baze sou respè, diyite ak devlopman. Ayiti bezwen nou tout, tout pitit li yo, pou travay ansanm pou devlope peyi a. Nou konn lenmi nou yo, ann mete tèt nou ansanm pou n ba yo youn leson. Y ap divize nou. Ann kolabore san fè bri pou ka gen youn chanjman tout bon nan peyi a. Wi, nou kapab !

Pou mete fen nan vyolans sa a ki blayi toupato, sa ap mande responsablite, disiplin ak youn angajman tout bon vre. Vrè fòs la pa nan kontinye fè le mal, men nan kapasite pou n chwazi lapè, menm lè konfli a sanble pi fasil.

M ap raple nou tou ke Bondye pa nan vanjans ni nan prensip « *je pou je* ». Li nan padon, *repan tans ak transfòmasyon*. Mwen menm, nonplis, mwen pa jije nou. Mwen sèlman bezwen lapè pou

peyi a. Chemen pou nou retounen an toujou la, men pou n pran l, f k sa kòmpanse ak youn desizyon.

Sispann vyolans lan. Chwazi youn avni diferan pou tèt nou, pou fanmi nou epi Ayiti tou.

Lè pou nou ajè a rive. Nou pa ka tann ankò, frè m yo. Ayiti nan men nou, trete l youn lòt jan. Nou toujou gen chans pou nou make listwa younjan ki kite youn bèl egzanz pou tout mounn, ki montre nou kwè tout mounn se mounn, nou tout se pitit Bondye, ki kwè nan bati olye nan destriksyon.

Mwen remèsye nou davans pou sans patriyotis nou ak volonte nou pou pote youn chanjman reyèl ann Ayiti.

*Mwen se Guy-Robert Pierre, guyrobertpierre@yahoo.fr

Pou mounn ki li franse, *il est l'auteur du livre : « Le Développement d'Haïti, un défi à relever! »*

De l'ombre à la lumière du développement durable ;

*Il est spécialiste en diplomatie et en relations internationales ;

• Philosophe, théologien ;
• Président/fondateur de la « Fondation des gens dévoués pour le développement d'Haïti (FOGEDDH).

COURRIER

Alex St-Gardien Jecrois
Silver Spring Maryland
ajecrois@hotmail.com
(301) 523-6836

Le 24 avril 2026

Son Excellence Monsieur Alix Didier Fils-Aimé
Premier ministre de la République d'Haïti
Port-au-Prince, Haïti

Lettre ouverte au Premier

ministre

Objet : Appui à votre décision de rejet du budget électoral et recommandations techniques fondées sur des standards internationaux

Monsieur le Premier ministre,
Votre décision de ne pas approuver le budget de 250 millions de dollars soumis pour l'organisation des élections générales constitue une mesure rigoureuse, justi-

fiée tant par les contraintes nationales actuelles que par les standards internationaux en matière de gestion électorale.

Une analyse comparative met en évidence un écart préoccupant entre le budget proposé et les normes observées à l'échelle internationale. Avec environ 5,3 millions d'électeurs enregistrés, le budget soumis équivaut à un coût estimatif d'environ 47 dollars par électeur. À titre de référence :

• En République dominicaine, le coût moyen par électeur oscille entre 8 et 12 dollars ;

• Au Ghana et au Kenya, deux démocraties africaines comparables en termes de défis logistiques, le coût varie entre 6 et 15 dollars par électeur ;

• Dans des juridictions plus avancées comme certains États américains, incluant le Maryland, le coût peut atteindre entre 10 et 20 dollars par électeur, avec des infrastructures robustes et un haut niveau de sécurité.

Ainsi, le budget proposé pour Haïti apparaît disproportionné, sans justification technique transparente, dans un contexte où les conditions opérationnelles sont

fortement dégradées.

Par ailleurs, les contraintes sécuritaires restent majeures. Une portion significative du territoire national, notamment dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite, échappe au contrôle effectif de l'État. Organiser des élections dans ces conditions compromettrait non seulement l'intégrité du scrutin, mais aussi la participation effective de plus de la moitié du corps électoral.

À cela s'ajoute une distorsion structurelle grave : l'existence de près de 320 partis politiques enre-

Suite en page 7

HAPPENNINGS!

Continued from page 1

return to kingship since Haiti's last King Henry Christophe, whose kingdom lasted from October 6, 1767 to October 8 1820? I wonder whether my flori da-based cousin Dumel Joseph may be aware of something else? A 19-year-old "President Oriana" could be proclaimed, with experts



Ariana Milagro Lafond

and capable advisers surrounding her, unlike a previous 19-year-old Chief-of-State named Jean-Clau de Duvalier, who was ousted on February 7, 1986, after a 16-year presidency which was curtailed from the life-presidency he had inherited from his dying father in 1971.

Now to Abigail Alexandre

On March 25, this 21-year-old female Haitian student put her downtrodden country on a high pedestal when she won the *Eloquentia* prize at the Seine Musicale in Paris. As the name implies, one's style of delivery in speaking, meaning one's eloquence is weighed by a jury which decides on the winner.

Competitors come from France and French-speaking countries around the world. As a former French colony, Haiti kept French as its official language until the Constitution of 1987 placed Creole, the language of the masses, on par with French.

But some schools and certain French clubs, have *Eloquencia* training and maintain membership in the international French *Eloquencia* organization. That's how Abigail Alexandre, from Jacmel, in Haiti's southeast region, was a member of the local *Eloquencia* branch, where she excelled. And she has become the first Haitian to put Haiti on top of all the other competitors from the French speaking countries. To be noted, other than Jacmel, Port-au-Prince, Haiti's capital, also has an *Eloquencia* branch.

It is hoped that with an expansion of *Eloquencia* in Haiti, the history linking Haiti to its old colonial masters will be explored and restitution to Haiti be undertaken speedily, leading to the renewal of the country as "*La Perle des Antilles*." (The Pearl of

the Antilles).

I almost forget to underscore that the two young women mentioned in the text—Oriana and Abigail—originate from Jacmel.

Can Democratic Elections be held in Haiti this year?

The Provisional Electoral Council (CEP by its French acronym), has declared the first round of the general elections, this year, will be held in August with the second round on December 3. These will be the first elections held in Haiti since 2016 when Jovenel Moïse was elected. As is well known, he was assassinated July 7, 2021, without organizing any election.



Abigail Alexandre

And the interim governments established in Haiti by the international community since Jovenel's assassination have not organized

elections.

It's generally admitted that no elections are possible without security being established in the land where heavily armed violent gangs control big swats of the land. Even the capital of Port-au-Prince is more than 80% under gang control, according to a United Nations (UN) report.

Thus, when there's discussion of organizing elections in eight of the 10 departments where there's little or no violence, the elections will be meaningless, because the two departments with 75% of the electorate are the Western, with Port-au-Prince as its capital, and the Artibonite, in Central Haiti. As is well known, those two departments, or mini states, are the ones which suffer the most from uncontrolled gang violence.

Thus, we reiterate what we've been saying since September 2021 when we first launched the following slogan in Creole, "*Toutotan kesyon gang nan pa regle anyen pa ka regle ann Ayiti*." (As long as the gang issue isn't settled, nothing can be settled in Haiti.)

Will actions of a GSF surpass those of all other UN Missions?

What can we expect from the "Gang Suppression Force" (GSF) composed of 5,500 members which was approved for Haiti last September by the UN Security Council? According to a recent report, the GSF has become operational in Haiti.

For Haiti's sake, one would expect the GSF to surpass the previous UN Missions, such as MINUSTAH (United Nations Stabilization Mission in Haiti), MINUJUSTH (United Nations Mission for Justice Support in Haiti) and the current BINUH (from its French acronym "United Nations Integrated Office in Haiti.") According to an explanation furnished by the UN, BINUH "operates only in Port-au-Prince and focusses on advisory services and good offices to support Haiti's political stability, governance and human rights."

Furthermore, it is stated in bold type "**Mandate and Role**": 'Binuh's mandate is to:

*strengthen political stability and good governance, including the rule of law.

*Advance a peaceful and stable environment, including facilitating inclusive inter-Haitian national dialogue.

*Protect and promote human rights

As it is, BINUH was deployed in Haiti on October 16, 2019, following adoption, of a resolution by the UN Security Council, June 25, 2019.

What has BINUH accomplished in Haiti during its six years of operation to have its mandate renewed till January 31, 2027, while the Gang Suppression Force (GSF) is deployed also? How long must Haiti be used only as a laboratory by the international bigwigs? It's time for real solution!

RAJ
raljo31@yahoo.com

Visite à la Fondation Naomie Osaka à Morne Ogé, Jacmel

Suite de la page 3

Ce projet d'envergure mérite l'attention de tous les secteurs vitaux du pays.

Déjà en pleine expansion, dans le Sud-Est, la Fondation Naomie Osaka a des visées globale à tout le Grand Sud, projet ambitieux, qui pourrait prendre

du temps à ses concrétiser. Cette immense ambition témoigne de l'attachement de cette Américano-Japonaise pour le pays de naissance de son père. Son amour de la jeunesse de Jacmel, où son père est originaire et du Grand Sud d'Haïti en général. Cette institution se donne pour objectif la promotion des compétitions

sportives et le développement des infrastructures nécessaires pour accueillir des événements régionaux, interrégionaux, nationaux et même internationaux.

La Fondation offre une variété de services, notamment :

1. Éducation formelle pour les jeunes ;

2. Sport et éducation physique ;

3. Randonnée, exploration, excursions et écotourisme ;

4. Restaurant local ;

5. Salle de conférences, gymnase, symposium, séminaires de formation, réunions officielles, cérémonies et événements culturels et sportifs ;

6. Salle de cinéma ;

7. Gymnase et bodybuilding ;

8. Hébergement de groupes ;

9. Développement communautaire et touristique ;

10. Camp d'été hyper actif, interactif et instructif.

La Fondation est ouverte aux visiteurs, tous les jours de la semaine, de 8 h à 20 h. Pour plus d'informations, les intéressés peuvent contacter la Fondation directement au (509) 34447272; info@theosaka-foundation.org.

COURRIER

Suite de la page 6

gistrés. Ce niveau de fragmentation est sans équivalent dans les démocraties fonctionnelles et engendre :

•Une surcharge logistique et administrative du processus électoral ;

•Une dilution extrême de la représentativité politique ;

•Un risque élevé d'utilisation opportuniste des financements électoraux.

Face à ces constats, il est impératif de prioriser une réforme technique fondée sur les recommandations suivantes :

1. Encadrement du coût électoral
Fixer un plafond réaliste du coût par électeur entre 10 et 15 dollars, ce qui situerait un budget global entre 53 et 80 millions de dollars, aligné sur les standards internationaux ajustés au contexte haïtien. Exiger une ventilation détaillée du budget par catégorie (logistique, personnel, sécurité, technologie, communication).

2. Réforme du système partisan
Imposer un seuil de représentativité d'au moins 1% de l'électorat national (≈ 53 000 membres certifiés).

Réduire le nombre de partis par regroupement structuré afin d'at-

teindre un système plus cohérent et fonctionnel.

3. Audit du registre électoral
Procéder à un audit indépendant du fichier des 5,3 millions d'électeurs.

Introduire des mécanismes d'identification sécurisés (biométrie, vérification croisée) pour garantir l'intégrité du registre.

4. Conditionnalité sécuritaire stricte
Établir un seuil minimal de contrôle territorial (au moins 80% des centres de vote sécurisés).

Déployer un plan opérationnel de sécurisation validé par des partenaires nationaux et internationaux avant toute échéance électorale.

5. Transparence et contrôle financier
Mettre en place un mécanisme d'audit externe obligatoire du bud-

get électoral.

Publier les dépenses en temps réel pour assurer la redevabilité vis-à-vis des citoyens et des partenaires internationaux.

6. Financement politique encadré
Conditionner tout financement public à la représentativité vérifiée des partis.

Éliminer les incitations financières favorisant la création de partis fictifs.

7. Approche progressive du processus électoral
Lancer des élections locales pilotes dans des zones sécurisées.

Évaluer les performances opérationnelles avant toute généralisation à l'échelle nationale.

Monsieur le Premier ministre, votre décision ne constitue pas un refus du processus démocratique, mais un refus d'un modèle ineffi-

ce, coûteux et potentiellement discréditant pour les institutions de la République. Elle traduit une volonté de recentrer l'action publique sur des bases techniques solides, transparentes et conformes aux meilleures pratiques internationales.

Dans un contexte de dépendance au financement international, cette posture renforce également la crédibilité de l'État haïtien vis-à-vis de ses partenaires, en démontrant un engagement réel en faveur de la bonne gouvernance et de l'efficacité des dépenses publiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma très haute considération.

Ing. Alex St-Gardien Jecrois

LA MMAS A QUITTÉ OFFICIELLEMENT HAÏTI, MAINTENANT RETRAITÉE

Place à la Force de répression des gangs

Les criminels occupent toujours le haut du pavé...

Suite de la page 1

cupérés », qui avaient été pris sous le contrôle des hors-la-loi. Ainsi qu'assurer la consolidation des zones sensibles, le maintien de la paix et la sauvegarde permanente des espaces restés trop longtemps sous la férule des malfrats.

La FRG reste encore à démontrer leurs atouts

Voici bientôt quatre semaines depuis l'arrivée des premiers contingents de la FRG, à la capitale haïtienne, les gens n'ont pas encore véritablement vu ses membres à l'œuvre. Mais, plus important encore, les citoyens attendent encore pour que les bandits « *disparaissent* » afin d'éviter d'affronter les nouveaux venus, dont la stratégie, selon des observateurs s'apparente à celle des Kenyans.

En effet, le carnage perpétré, dans l'Artibonite, par le gang de Savien, n'a pas été commis avant le déploiement de la FRG. Cette force était déjà cantonnée à Port-au-Prince, quand les bandits avaient attaqué les communautés de Jean Denis, faisant plus de 32 morts, des douzaines de blessés, en sus d'incendier des maisons et puis de provoquer la fuite de leurs

résidences de nombreuses familles.

Mais, cantonnés, à la capitale, aucune mesure n'a été prise pour faire aboutir sur les lieux de l'attaque du renfort composé de membres de la FRG encadrant d'autres unités des forces de sécurité. Comme toujours, quand ils ont lancé une attaque sur les familles, les criminels dirigent celle-ci, sans se soucier de se retirer, sachant qu'ils auront toujours le temps de perpétrer leurs forfaits, et de se retirer, sans se soucier d'être contrecarrés ou de se voir pris pour cibles par une quelconque riposte de la part des autorités.

D'autres communautés ont été également connues la violence criminelle durant la présence de la FRG, comme, par exemple Seguin, dans le Sud-Est, qui avait été pris pour cible, une première fois, il y a à peine une semaine. Cette fois, la Police a donné la riposte. Si l'institution avait une stratégie de mise en fuite permanente des criminelles, qui ne sont jamais chassés durablement des zones parvenues sous attaquées antérieurement, les bandits seraient restés, en permanence loin des communautés.

À cet égard, on peut faire allusion à Kenscoff, dans les hauteurs de Pétion-Ville, qui avait subi, au moins une dizaine d'attaques, au cours des six derniers mois, mais

dont la plus récente remonte à trois semaines.

Quand les criminels n'ouvrent pas d'offensives sur les familles paisibles, ils dirigent leurs armes sur leurs rivaux, mettant également en danger les familles qui, pris de panique, désertent leurs quartiers et leurs maisons, pour éviter de succomber eux-mêmes, sous la fureur des criminels.

Mais qui saura si la FRG est bien pourvu pour faire le travail ?

Avec l'expérience du leadership kenyan, à la tête de la MMAS, précédemment déployée durant plus de deux ans sur le terrain, en Haïti, et dont la mobilisation, à la manière de celle-ci, était réalisée avec très peu de contributions de la part des dirigeants haïtiens. Le pays étant privé de ressources pour participer valablement, à la mise sur pied d'une organisation de la taille et de l'importance d'un tel contingent militaire ou de police, ceux qui le dirigent sont accordés très peu d'espace de contributions organisationnelles et logistiques. Dès lors, comme celui qui paye la facture donne les ordres et prend les décisions. Aussi l'équipe qui dirigeait Haïti, à l'époque du déploiement des policiers kenyan, avait pour chef Ariel Hen

ry, avait-elle un rôle très limité à jouer dans l'élaboration de cette force.

Il faut alors comprendre comment la MMAS en était-elle parvenue à être si mal préparée pour remplir une mission de si grande importance. À l'époque, il semblait que les différents acteurs avaient tellement hâte d'en finir avec les gangs, en Haïti, qu'ils n'avaient pas pris le temps nécessaire de réunir une force suffisamment viable pour tenir en respect les malfrats haïtiens, qui n'avaient — et n'ont encore rien à perdre — quand ils sont engagés dans des affrontements avec ces forces multinationales.

Financement adéquat et équipements modernisés, le succès sera-t-il assuré ?

Suite aux déboires qu'a connus la MMAS, dans la quête de financement de la mission en Haïti, ses organisateurs ont certainement tiré les leçons qui s'imposent.

Le plus grand handicap de la mission dirigée par le Kenya vient du fait qu'elle n'était pas responsabilisée par les Nations Unies, l'exposant à une carence de financement, les membres de l'organisme international, notam-

ment la Fédération de Russie et la Chine, et leurs alliés, par voie d'extension, ayant systématiquement refusé de contribuer au paiement des factures. Voilà ceux qui géraient, surtout, financièrement la MMAS en butte à des difficultés à trouver les fonds nécessaires, non seulement à payer le personnel déployé sur le terrain, mais aussi à doter la mission d'équipements adéquats pour équiper les troupes.

D'aucuns pourraient dire que la FRG a toutes les chances de réussir là où l'entité qu'elle a remplacée a fait échec. Les décideurs, qui ont œuvré, pour que soit créée cette force, avaient tout mis en œuvre pour que la nouvelle formation soit une mission onusienne.

De même, là où la précédente mission était confrontée à une carence de véhicules et d'autres moyens logistiques, celle-ci était en possession de tout ce dont elle a besoin avant même le personnel quitte le port de départ.

Pour l'instant, la grande préoccupation de la FRG est un meilleur contrôle du terrain par les gangs armés, car y évoluant depuis des années, il est possible qu'ils sortent des trucs inespérés de leur chapeau, qui pourraient donner du fil à retordre aux troupes.

L.J.





Suite de la page 5

dicapées, des victimes de maladies rares, d'améliorer la santé de nos compatriotes qui souffrent », énu mère celui dont le parcours politique a été marqué par des changements de maillots osés.

L'ancien joueur, formé au Vasco da Gama, et qui s'est révélé, en Europe, au PSV Eindhoven, est passé, du centre gauche, sous les couleurs du PSB, au centre droit, avec le PO DE, avant de rejoindre l'extrême droite, sous les couleurs du Parti libéral de Jair Bolsonaro, ancien président de la République (2019-2023), condamné depuis à vingt-sept ans de prison pour une tentative de coup d'État raté, en janvier 2023.

Autant de dribbles et de transferts qui lui valent, aujourd'hui, des pressions politiques violentes. Comme celles émanant des partisans de Bolsonaro, ces derniers lui reprochant de ne pas avoir soutenu la demande de révocation d'Alexandre de Moraes, le juge du Tribunal suprême fédéral, qui a envoyé l'ancien président en prison. Unique sénateur élu sous les couleurs du Parti libéral à ne pas avoir défendu Bolsonaro, Romario a été victime d'attaques féroces et qualifié de « traître » par les alliés de l'ex-chef d'État.

Gauche, droite, drapeau blanc

Mais, pas de quoi l'inquiéter. Il en a vu d'autres. « J'ai déjà affronté des pressions plus fortes dans la vie, et je n'ai jamais fui ou fermé la bouche... La vie politique n'est pas simple au Brésil, c'est très polarisé, entre la droite (incarné par Bolsonaro) et la gauche (incarnée par Lula). Et moi, je ne dois rien à personne », balaye-t-il, avant de revendiquer ses nouvelles couleurs : « Je suis drapeau blanc maintenant ! » Même s'il fait face au côté obscur de la politique brésilienne, Romario, après quatre ans comme député fédéral et dix ans comme sénateur de la République, dresse un bilan positif de son expérience. « Je suis très heureux de ce vi rage. Mon nom n'a jamais été associé à un scandale ou une polémique et j'en suis fier. Mon chemin est celui de l'honnêteté », clame-t-il, avant d'oser un parallèle entre foot et politique. « Au Sénat, c'est difficile de faire l'unanimité, et dans le foot, c'était pareil. Même en 1994, quand j'étais le meilleur joueur de la planète et que j'ai gagné la Coupe du monde, j'étais critiqué ».

Cette saison-là, en plus du Mondial américain, qu'il avait survolé (5 buts, élu meilleur joueur du tournoi), l'attaquant de poche avait aussi remporté la Liga avec le Barça (30 buts en 33 matches) et disputé la finale de la Ligue des champions (perdue 4-0 contre l'AC Milan). Pourtant, à l'époque, Carlos Alberto Parreira ne voulait plus le convoquer, pour raisons disciplinaires. Le sélectionneur brésilien avait fini par céder à la pression populaire et politique, et l'avait rappelé contre l'Uruguay (2-0, le 19 septembre 1993), au Maracana, pour un match couperet.

Intenable, l'insolent numéro 9 avait inscrit un doublé. « 1993-1994 fut ma meilleure saison. J'étais sûr de moi, sûr de mes forces. J'avais même dit que si le Brésil ne gagnait pas le Mondial, je serais l'unique responsable. Tu t'imagines déclarer ça au jour d'hui ? J'ai assumé la pression, car j'y croyais, j'étais déterminé et je me sentais prêt ».

Le Ballon d'Or, regret éternel

Quand il repense à cette fabuleuse saison, Romario éprouve un regret : ne pas avoir remporté le Ballon d'Or. La faute au règlement, qui n'intégrera les joueurs non-européens que l'an née suivante, en 1995 (victoire du Libérien George Weah). C'est donc son coéqui-

pier, à Barcelone, le Bulgare Hristo Stoitchkov, qui avait de vancé les Italiens Roberto Baggio et Paolo Maldini.

« Je ne sais pas si j'aurais gagné facilement le Ballon d'Or 1994. Mais j'aurais été un candidat très sérieux. Hristo m'a chambré, à l'époque. Il le méritait aussi. Il a été l'un de mes meilleurs partenaires et restera un ami éternel. La vérité, c'est que j'étais dégoûté de ne pas avoir remporté ce Ballon d'Or. Comme c'est lui qui a gagné, ma colère a été moins forte ».

À son apogée, après cinq saisons au PSV et deux au Barça, l'idole du peuple brésilien ne peut plus contenir sa saudade. Il décide de quitter l'Europe pour retrouver Rio, la plage, ses potes, le footvolley et le Flamen go, « le meilleur transfert de l'histoire du foot brésilien » selon un sondage réalisé en 2019. « Je n'ai aucun regret, j'ai priorisé mon bonheur et mon plaisir », résume-t-il. Avec le club Rubro Negro, il claquera 184 buts, en 209 matches, entre 1995 et 1999, avant d'être viré pour une sortie de trop, la veille d'un match contre Juventude. « C'était mon péché mignon. La nuit a fait partie de ma vie, elle me donnait de l'énergie. Mais attention : je ne fumais pas, je ne buvais pas d'alcool, je n'ai jamais pris de drogue ».

Il collectionnait, plutôt, les conquêtes féminines, autant que les buts. Et c'est au Vasco da Gama, son club formateur, qu'il rebondit. Tellement bien qu'il réalisa une année 2000 fantastique, ponctuée par deux titres, la Copa Mercosur (éphémère compétition entre clubs sud-américains, de 1998 à 2001) et le Championnat brésilien. Plus une finale du Championnat du monde des clubs, perdue face à Corinthians (0-0 a.p., 3-4 aux t.a.b.), après avoir terminé en tête d'un groupe avec Manchester United.

Avec 66 buts, en 71 matches, il n'aurait pas fait tache dans la liste des nommés au Ballon d'Or. Mais, encore une fois, le règlement n'était pas de son côté. Seuls les joueurs évoluant en Europe étaient éligibles (jusqu'en 2007). « Je n'ai pas eu cet honneur, mais c'est la vie. Il y avait des règles et il faut les respecter », conclut-il, fataliste.

Observateur éclairé de la Seleçao

Ses compatriotes, Ronaldo (1997 et 2002), Rivaldo (1999), Ronaldinho (2005), puis Kaká (2007) ont eu plus de chance. Mais, aucun Brésilien n'a pris le relais depuis. « Neymar aurait pu gagner (3e en 2015 et 2017), Vinicius jr. aussi (2e en 2024). Même Thiago Silva l'aurait mérité (21e, en 2013). Le foot brésilien n'est plus ce qu'il était. Il n'est plus en capacité de permettre à un joueur de brigrer un Ballon d'Or, comme il y a quinze ou vingt ans », reconnaît-il, avant d'énoncer plusieurs facteurs : le foot de rue, en voie de disparition, et l'aspect physique privilégié.

« Techniquement, le Brésil a vraiment chuté. Depuis la génération Ronaldo, Ronaldinho, Rivaldo, c'est compliqué. Ensuite, nous avons été dépendants d'un seul joueur : Neymar. Et nos jeunes partent trop tôt en Europe, dans des petits clubs où ils perdent leur ADN », constate-t-il en reconnaissant un « désamour » entre les Brésiliens et leur Seleçao.

« Le Brésil peut être champion, grâce à son histoire, son expérience, et si Neymar retrouve la forme ». « Oui, les gens n'y croient plus trop. Mais c'était déjà le cas avant le Mondial 94. Avec Carlo Ancelotti (le sélectionneur nommé en mai 2025), que tout le monde respecte, j'ai repris confiance. Il faut se souder pour mettre fin à cette série de vingt-quatre ans sans gagner une Coupe du monde ». Avec ou sans Neymar (non convoqué en mars pour affronter la France, 2-1, et la Croatie, 3-1) ?

C'est la question que tout le monde

de se pose, au Brésil. « Tu ne peux pas t'appuyer sur un seul joueur. Surtout si celui-ci est fragile. C'est trop périlleux. Maintenant, on a de bons joueurs comme Raphinha, Vini cius, mais aussi des jeunes comme Joao Pedro (24 ans), Estevao (18 ans). Le Brésil peut être champion, grâce à son histoire, son expérience et si Neymar retrouve la forme ».

Intervieweur sur Romario TV

En attendant le grand rendez-vous de l'été, Romario inverse les rôles. Il joue lui aussi les intervieweurs pour son média, Romario TV. À l'occasion du lancement de sa chaîne YouTube, il avait reçu Neymar, en janvier 2025, totalisant plus de 6 millions de vues. Ronaldo, Bebeto, Raphinha, Adriano, Zico, Deco, Toni Kroos ou Fabio Cannavaro se sont succédé depuis.

L'apprenti journaliste s'y mon tre plutôt pertinent et rêve de vaincre Lionel Messi, CR7, Roberto Baggio ou Zinedine Zidane. « Ce n'est pas simple de caler les invités, mais j'adore ce job. Si j'avais su, j'aurais commencé avant. C'est une obligation de plus, mais ça va. Je suis idole, sénateur, présentateur et président de mon America ».

L'America FC continue d'occuper une place à part dans son agenda. Devenu président de ce club centenaire de Rio, celui dont son père était fan, Romario avait même annoncé son retour sur les terrains de la Série A2, la D2 du Championnat Carioca. Le dirigeant voulait surtout assouvir son rêve : jouer avec son fils Roma rinho, avant-centre du club.

« Je me suis entraîné pour ça et je suis resté trois-quatre matches sur le banc. Mais l'opportunité de rentrer cinq ou dix minutes ne s'est pas présentée. La priorité, ce sont les victoires. Quand Romarinho est parti (en D2 ukrainienne, en mars 2025 avant de se résigner à l'America, début mars 2026), j'ai abandonné l'idée ».

Ça ne l'empêche pas de continuer à s'entretenir. « Physiologiquement, je n'ai pas l'impression d'avoir 60 ans. Je suis encore très actif, je joue au foot, au footvolley, je vais à la plage, je fais de la muscu, et puis je m'amuse encore, je sors en boîte pour écouter du funk, de la samba, du hip-hop... ». La vie rêvée, en somme. Même sans Ballon d'Or dans la vitrine.

Copa Libertadores, Boca en direct, les éloges pour Paredes, l'entraînement au Chili, le retour et autres nouvelles du mercredi 8 avril

Au-delà d'être un but spectaculaire, il était très attendu par le capitaine, car il s'agissait de son premier but dans le jeu, depuis son retour au club. Et il est intervenu, lors d'une soirée très spéciale : son tout premier match de Copa Libertadores, après avoir figuré sur le banc, lors de deux rencontres de l'édition 2013, sous les ordres de Carlos Bianchi.

À la hauteur du capitaine, dès le coup d'envoi, l'influence de Paredes a été, comme à son habitude : communication, maîtrise du ballon et impression que la compétition, dont il rêvait, depuis si longtemps, lui allait comme un gant. De cette construction progressive est née, à la 34e minute, une action qui a failli se terminer par un but encore plus brillant que le sien, lorsqu'il a trouvé une passe par-dessus la défense adverse, pour que Santiago Ascaci bar arrive, contrôle le ballon de la poitrine et conclue de manière remarquable, même si, cette fois-ci, il a dû faire face à l'opposition du gardien de but. Grand match de Boca, au Chili, et début réussi, à la Coupe Libertadores.

Boca a remporté bien plus qu'un simple match contre l'Universidad Católica. C'était une victoire pour leur entrée en lice, qui a démontré leur maî-

trise du jeu, et qui renforce leurs chances de qualification pour les huitièmes de finale de la Copa Libertadores, dans le deuxième groupe le plus relevé. Mais les exigences envers Boca ne s'arrêtent pas là, et le Clásico contre Independiente approche à grands pas. C'est pourquoi, l'équipe s'entraîne, ce matin, au Chili, avant de rentrer à Buenos Aires, pour se reposer et préparer le tournoi d'ouverture.

Voici tout ce qu'il faut savoir... Boca s'est entraîné au Chili, avec Marchesin et Zeballos en tandem : ont-ils une chance de jouer contre Independiente ? L'attention s'est déjà portée sur le match, et on passe à autre chose. C'est le monde de Boca : tout va très vite et tout est éphémère. Après leur victoire 2-1, pour leur entrée en lice, en Copa Libertadores, au Chili, l'équipe pense déjà au clásico de samedi contre Independiente, et s'est entraînée ce matin, sur le sol chilien. Et là, Claudio Ubeda a reçu une bonne nouvelle : deux joueurs clés sont de retour, en attendant de savoir s'ils auront du temps de jeu à « La Bombonera », samedi, pour le clásico contre El Rojo.

Alors que les jours s'égrenaient, avant le début de la Copa Libertadores, un autre objectif se dessinait : le retour d'Exequiel Zeballos. Son retour s'est fait progressivement, sans précipitation et avec une grande prudence, afin d'éviter tout contretemps, vu son importance pour l'équipe. Et ce mercredi, Chango a fait sa réapparition à l'entraînement matinal, au Chili. Il faudra cependant patienter. Car l'attaquant était absent des terrains, depuis un certain temps : son dernier match remontait au 1er février, lors de la victoire contre Newell's. Le calendrier a été respecté, et son retour intervient lors d'une semaine cruciale, avec le derby, la Copa Libertadores et le Su perclásico à l'horizon. Contre Independiente, il pourrait faire ses premières minutes de jeu, mais en entrant en jeu en cours de match.

Nouvelles du monde

1) Mircea Lulescu est décédé. Il avait pris sa retraite après l'échec de la qualification de la Roumanie pour la Coupe du monde. L'entraîneur de 80 ans avait dirigé l'Équipe nationale, lors des barrages européens. Victime d'une crise cardiaque, après la défaite, face à la Turquie, il avait été hospitalisé et la Fédération roumaine de football avait annoncé sa démission. Il était une figure légendaire, tant comme joueur que comme entraîneur.

2) Brésil : Un violent incendie s'est déclaré au vélodrome de Rio de Janeiro, site des Jeux olympiques de 2016. Le feu, concentré sur le toit, a endommagé la structure, mais aucun blessé ni dégât matériel important n'a été signalé. L'alerte a été donnée vers 4 h 17, et a déclenché l'intervention des pompiers de Rio de Janeiro, qui ont mobilisé plusieurs équipes pour maîtriser le sinistre. Les efforts se sont concentrés sur la prévention de la propagation du feu à l'intérieur du bâtiment, un objectif qui, selon les autorités, a été atteint avec succès.

3) Ronaldinho, lors d'un entretien exclusif avec le magazine argentin de football *Olé* : « Messi reste encore le meilleur joueur du monde. Depuis Miami, la légende brésilienne évoque ses rencontres avec Leo, la prochaine Coupe du monde pour le Brésil et a partagé son point de vue sur le niveau de la MLS.

Fort de ce même charisme, qu'il déployait sur le parquet, Ronaldinho s'est exprimé, lors d'une interview exclusive accordée à *Olé*, aux États-Unis, et a salué l'héritage durable de son ami Lionel Messi. Il continue à être le Roi.

4) Un rapport accablant sur le football italien : plus de 700 millions d'euros de pertes annuelles et un manque de visibilité pour les joueurs

locaux Gabriele Gravina, ancien président de la Fédération italienne de football. (FIGC) a publié, mercredi, un rapport accablant exposant les lacunes du football italien. Par exemple, la Fédération italienne perd plus de 730 millions d'euros par an, se classe dernière en dribbles et en pressing, et surtout, elle gaspille son vivier de talents nationaux, éclipsé par le grand nombre de joueurs étrangers en Série A. De plus, seuls deux cent trente de formation figurent parmi les 50 meilleurs. Le dirigeant italien, qui a démissionné de son poste, le 2 avril, après l'échec de l'Italie, à se qualifier pour la Coupe du monde, pour la troisième fois consécutive, a partagé ce document soulignant les « défauts étonnants du système », qu'il qualifie de modèle « économiquement non viable ». Il analyse les problèmes potentiels qui affectent le football italien, tels qu'un championnat vieillissant, une dépendance excessive aux joueurs étrangers et des infrastructures obsolètes, qui empêchent le pays d'accéder à l'élite européenne.

Football féminin

La Ligue des champions féminine entre dans sa phase cruciale : voici comment se dérouleront les quarts de finale.

Le football féminin argentin a débuté, ce week-end, inaugurant un nouveau chapitre dans la compétition organisée par l'AFA. Avec 16 équipes en Primera División A, le Torneo Apertura 2026 a commencé sur des rythmes intenses, riches en buts, et plusieurs résultats commencent déjà à définir la dynamique du championnat.

L'un des faits marquants de la saison est l'émergence de clubs de l'intérieur du pays, tels que Belgrano, Talleres et Unión de Santa Fe, qui tenteront de se mêler à la lutte pour le titre et de remettre en question la domination historique des équipes de Buenos Aires. De plus, le tournoi bénéficiera d'une plus grande visibilité : six matchs de chaque journée se ront diffusés gratuitement sur la plateforme LPF Play, tandis que les deux autres, généralement les plus attendus, seront retransmis sur TNT Sports, sans frais supplémentaires pour les téléspectateurs.

Football féminin ailleurs

La CAF a reprogrammé le tournoi continental pour juillet et août, suite aux tensions au Moyen-Orient. Par ailleurs, l'équipe nationale espagnole doit se rendre en Turquie, pour disputer son match contre l'Ukraine, afin d'éviter les sanctions.

La Confédération africaine de football (CAF) a annoncé le report de la Coupe d'Afrique des nations féminine, initialement prévue en mars. Le tournoi, qui devait se dérouler au Maroc, aura désormais lieu, du 25 juillet au 16 août 2026. Le pays hôte reste à confirmer. Ce changement fait suite au retrait du Maroc, choisi comme pays hôte, en octobre 2024, de la compétition, il y a un mois.

L'Afrique du Sud a présenté deux candidatures pour accueillir l'événement, mais elles n'ont pas été retenues par les autorités compétentes. La CAF a expliqué que cette décision a été prise, après des discussions avec la FIFA et d'autres partenaires, en tenant compte de circonstances imprévues et des répercussions internationales et des conflits au Moyen-Orient. L'objectif est d'assurer le bon déroulement du tournoi.

Outre le titre continental, la compétition servira de qualification pour la Coupe du monde féminine 2027, qui se tiendra au Brésil. Les quatre équipes ayant atteint les demi-finales se qualifieront directement, tandis que deux autres équipes disputeront un barrage international, après un match entre les équipes éliminées en quarts de finale.

J.B.

ÉDITORIAL



Protéger la démocratie c'est éviter les élections piégées

Les élections détournées sont la racine de tous les maux contre la démocratie. Haïti en subit les conséquences, depuis des lustres, sans se prémunir contre les dérives qui accouchent des malheurs que notre pays a endurés, ces dernières années, en raison des élections truquées orchestrées avec la complicité de ceux qui prétendent orienter notre pays, dans la bonne direction, par rapport à la démocratie. Aujourd'hui, qu'on parle d'organiser des « élections démocratiques, justes, transparentes et libres », etc., les décideurs politiques haïtiens agissent et disent contrairement à ce qu'ils proclament. Dans de telles conditions, le pays risque de répéter les mêmes bêtises du passé, donc de continuer à vautrer dans les crises.

Dans ce contexte d'insécurité omniprésente et quasiment universelle, dans laquelle est enfermé Haïti, les dirigeants haïtiens, qui, de toute évidence, ont perdu le nord, n'ont aucun sens de priorités administratives et politiques. Au moment où les conditions sécuritaires suggèrent l'incontournable décision de rétablir la paix et la sécurité, conditions sine qua non d'un scrutin devant se dérouler dans un climat pacifique, sécurisé et la sérénité, les autorités mettent le cap sur les élections, sans s'assurer de la neutralisation totale des gangs armés. Ces derniers, qui font la pluie et le beau temps, dans plus de 80 % de la capitale; de manière récurrente, dans la commune de Kenscoff, dans les hauteurs de Pétiion-ville, dans l'Ouest, perpétrant leurs attaques sur les communautés du département de l'Artibonite, quand ils veulent et où ils veulent, ou bien dans certaines régions du département du Centre, n'affichent aucune tendance à renoncer à la violence ambiante.

En effet, les dirigeants haïtiens professent de réitérer la feuille de route relancée par la communauté internationale, lors de la nomination d'Alix Didier Fils-Aimé comme chef monocéphale de l'Exécutif, après la fin du mandat du Conseil présidentiel de transition (CPT), le 7 février écoulé. D'ailleurs, par-devant le Conseil de sécurité, le jeu di 23 avril, ces propos ont été son leitmotiv. Aussi de retour à Port-au-Prince, M. Fils-Aimé a-t-il présenté ainsi, le bilan de sa mission, aux États-Unis (à Washington et aux Nations Unies, di sant : « *Mon message état clair : restaurer la sécurité, organiser les élections et relancer l'économie. Je leur ai dit clairement que Haïti ne veut pas une force de répression NNAS 2.0. Toutes les aides promises doivent être absolument allouées et les agents, qui feront partie de la Force de répression des gangs*

(FRG), doivent être parfaitement bien équipés, comme promis. J'ai aussi abordé le dossier du Temporary Protected Status (TPS) avec les congressmen pour nos compatriotes en situation difficile ».

Mais, qu'il soit dit en passant, à moins que M. Fils-Aimé se soit arrogé le droit d'embellir sa prestation, auprès de ses patrons, à capitale américaine et au siège de l'ONU, à New York, il semble trouver une nouvelle dose de fermeté pour s'adresser à la communauté internationale. Mais, voilà une autre histoire. On verra bien !

Quoique puisse dire et soutenir le Premier ministre de facto haïtien, par rapport à sa gestation de la feuille de route, qui lui a été imposée, mais dont l'élément principal et numéro un reste le rétablissement de la sécurité, son gouvernement, à l'instar de ceux dirigés par ses prédécesseurs, ne montre aucune intention de changer véritablement la donne. D'un côté comme de l'autre, en ce qui concerne les pays dit tuteurs et ceux qu'ils ont placés à la tête du pays, ils se comportent tous comme s'ils ne s'empressent pas de ramener Haïti à la normale. Dès lors, comme la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), dirigée par le Kenya, qui avait été déployée pour aider la Police nationale d'Haïti (PNH) à exterminer les gangs armés, ayant fait échec lamentablement échec, la Force de répression des gangs (FRG), son remplaçant, n'autorise à croire au succès là où son prédécesseur a buté sur des écueils et forcé de regagner son pays « *mission non accomplie* ».

En effet, durant plus d'un an qu'a duré le déploiement de la MMAS, en Haïti, les criminels, qui devaient être éliminés, n'ont jamais été inquiétés par celle-ci. Au contraire, au moins deux policiers kényans ont été tués, victimes d'embuscades par les gangs, alors que d'autres ont essuyé des blessures les ayant fait hospitaliser en République dominicaine, de l'autre côté de la frontière. D'ailleurs, la présence des policiers kényans, en Haïti, doublant les capacités opérationnelles et les effectifs des forces de l'ordre haïtiennes n'a pas empêché les malfrats de perpétrer des massacres, des kidnappings et d'orchestrer tous les autres crimes dont ils ont la réputation d'infliger sur la population, tant à la capitale, au département de l'Artibonite, et dans d'autres zones du pays, là où ils veulent et quand ils veulent.

À la tribune des Nations Unies, lors de sa dernière visite, dont il est retourné au pays, vendredi après-midi, il a prétendu que, pour la première fois, depuis longtemps, la capitale haïtienne commence à respirer. Alors que des rapports

de l'ONU, mis à jour périodiquement, durant des années, faisait croire que les bandits occupaient 85 % de Port-au-Prince, Alix Didier Fils-Aimé s'est félicité des avancées, dit-il, réalisées par les forces de l'ordre haïtien, contre les gangs armés, il prétend que, « *trois semaines seulement* », après le déploiement de la nouvelle force multinationale, des résultats importants sont constatés, car, désormais, les gangs ne contrôlent que « *72 % de la capitale*. Mais, il semble le que constat positif de la situation sécuritaire, en Haïti, ne soit pas au rendez-vous. Puisque, non seulement les représentants de l'ONU, sur le terrain, tardent à corroborer de tels faits, la réalité, telle que constatée, par la population, contredit M. Fils-Aimé. Pire encore l'agressivité renouvelée des gangs armés, particulièrement ceux affiliés à « *Viv Ansanm* », prouve, au-delà d'aucun doute, que les bandits armés sont plus déterminés que jamais à occuper le haut du pavé. Bien que des riverains reconnaissent avoir constaté la disparition de barrages de gangs dans certains quartiers, mais aucun chef de gangs n'a été appréhendé et les postes de péage illégaux des criminels sur les routes nationales sont encore en place.

Certes, les dernières offensives dirigées sur les populations, notamment dans l'Artibonite, à Kenscoff et, dernièrement, à Seguin, dans le sud-est, précédemment victime d'une attaque, qui avait fait huit morts témoignent de l'agressivité renouvelée des criminels. À signaler que les descentes de lieu des forces de l'ordre sur les fiefs des bandits ayant occasionné des rapports de bilans douteux par la PNH n'ont pas empêché le gang de Savien (Artibonite) de perpétrer un massacre inouï à Jean Denis. Alors que les autorités restent muettes sur le nombre de victimes, les témoignages obtenus sur place faisaient état d'environ 80 personnes exécutées, des maisons incendiées et des milliers d'habitants ayant été forcés de fuir leurs résidences.

Nous ne devons pas oublier un autre massacre, perpétre également par les

criminels « Gran Grif » de l'Artibonite, sous l'administration du tandem exécutif Conseil présidentiel de transition (CPT)-Gary Conille (Premier ministre) sur les résidents de Pont-Sondé, la nuit du 2 au 3 octobre 2024. Bien que, là encore, les dirigeants ne se souciaient même pas d'en relever le nombre de victimes, l'ONU et les organisations de droits de l'homme haïtiennes avaient signalé plus de 70 assassinats.

Bien que la dictature des Duvalier se signale, pour ses assassinats politiques et les disparitions de citoyens, la plupart des régimes qui l'ont succédé ont eu leurs lots de massacres. De Jean-Bertrand Aristide, à ce jour, des milliers de citoyens haïtiens, hommes et femmes, y compris des enfants, ont été tués. Si, dans le passé, ces crimes étaient mis au compte des gouvernants, à partir de Michel Martelly et de Jovenel Moïse puis, sous les administrations intérimaires, inspirés des autorités, les massacres sont exécutés par les gangs.

Dans de tels cas, les massacres, qui ont été orchestrés, tour à tour, sous Martelly et Moïse, ont été commis avec la complicité des dirigeants, par l'entremise de leurs affidés, au sein des gouvernements, offrant appui logistiques, avec la participation de policiers et de hauts fonctionnaires de l'État. Les quartiers de Cité Soleil, de Bel-Air et de La Saline, par exemple, ont été les principales victimes des gangs.

Il faut donc, à tout prix, éviter que se tiennent des élections détournées, car elles donnent aux bénéficiaires l'opportunité de maintenir leurs alliés au pouvoir, en permanence, et de continuer ainsi à développer la société haïtienne dans le sens de leurs intérêts et de ceux de leurs patrons. En ce sens, il faut faire échec au projet de l'équipe dirigée par Alix Didier Fils-Aimé visant à organiser un scrutin avec seulement quelques centaines d'électeurs, sur plus de 5 millions de votants inscrits, car laissant délibérément aux criminels la possibilité d'éloigner ceux-là des bureaux de vote.

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6237 Tél. (718) 812-2820	
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION			
Haïti Haïti-Observateur 98, Avenue John Brown, 3ème étage Port au Prince, Haïti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785		ÉTAT-UNIS 1ère classe 90,00 \$ US. pour six (6) mois 105,00 \$ US. pour un (1) an	
CANADA Haïti-Observateur Général Louis Juchoux 514-351-6434 12 Rue St. Germain 12213 Josselyn, Québec Québec H3K1C7		AFRIQUE ET ASIE 1ère classe 105,00 FF. pour six (6) mois 125,00 FF. pour un (1) an	
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'abonné doit s'adresser à: Jean-Claude Wabouin 1310 Avenue Richelieu, 10 ^{ème} Et. 414 93310 La Plaine St. Germain France Tel. (33-1) 43-63-26-10		CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe 95,00 US. pour six (6) mois 110,00 US. pour un (1) an	
Name/Nom _____ Company/Compagnie _____ Address/Adresse _____ City/Ville _____ State/État _____ Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____		EUROPE 1ère classe 75 EURO pour six (6) mois 125 EURO pour un (1) an par chèque ou mandat postal en francs français	

EDITORIAL



Protecting democracy means preventing rigged elections

Rigged elections are the root of all evils against democracy. Haiti has been suffering the consequences for ages, without guarding against the abuses that have given rise to the misfortunes our country has endured in recent years due to rigged elections orchestrated with the complicity of those who claim to be steering our country in the right direction toward democracy. Today, while there is talk of organizing “democratic, fair, transparent, and free elections,” etc., Haitian policymakers act and speak contrary to what they proclaim. Under such conditions, the country risks repeating the same mistakes of the past, and thus continuing to wallow in crises.

In this context of pervasive and nearly universal insecurity in which Haiti is trapped, Haitian leaders—who have clearly lost their way—have no sense of administrative or political priorities. At a time when security conditions suggest the inevitable decision to restore peace and security—prerequisites for an election to take place in a peaceful, secure, and calm environment—the authorities are setting their sights on the elections without ensuring the complete neutralization of armed gangs. These gangs, which call the shots in more than 80% of the capital and repeatedly in the commune of Kenscoff, in the highlands

In fact, Haitian leaders have pledged to adhere to the road map relaunched by the international community following the appointment of Alix Didier Fils-Aimé as the sole head of the executive branch, after the term of the Transitional Presidential Council (TPC) ended on February 7. Moreover, before the Security Council on Thursday, April 23, these remarks were his central theme. Upon his return to Port-au-Prince, Mr. Fils-Aimé presented the results of his mission to the United States (in Washington and at the United Nations), stating: “My message was clear: restore security, organize elections, and revive the economy. I made it clear to them that Haiti does not want an NNAS 2.0-style law enforcement force. All promised aid must be fully allocated, and the officers who will be part of the Gang Suppression Force (FRG) must be fully equipped, as promised. I also discussed the

issue of Temporary Protected Status (TPS) with the congressmen on behalf of our compatriots in difficult circumstances.”

Indeed, Haitian leaders have pledged to adhere to the roadmap revived by the international community following the appointment of Alix Didier Fils-Aimé as the sole head of the executive branch, after the term of the Transitional Presidential Council (TPC) ended on February 7. Moreover, before the Security Council on Thursday, April 23, these remarks were his central theme. Upon his return to Port-au-Prince, Mr. Fils-Aimé presented the results of his mission to the United States (in Washington and at the United Nations), stating: “My message was clear: restore security, organize elections, and revive the economy. I made it clear to them that Haiti does not want an NNAS 2.0-style law enforcement force. All promised aid must be fully allocated, and the officers who will be part of the Gang Suppression Force (FRG) must be fully equipped, as promised. I also discussed the issue of Temporary Protected Status (TPS) with the congressmen on behalf of our compatriots in difficult circumstances.”

But, incidentally, unless Mr. Fils-Aimé has taken it upon himself to embellish his performance for his American-based bosses and at UN headquarters in New York, he seems to have found a new sense of resolve when addressing the international community. But that’s another story. We’ll see!

Whatever the de facto Haitian prime minister may say or claim regarding his handling of the roadmap—which was imposed on him, but whose primary and overriding goal remains the restoration of security—his government, like those led by his predecessors, shows no intention of truly changing the status quo. On both sides—whether it be the so-called guardian nations or those they have placed at the helm of the country—they all behave as if they are in no hurry to bring Haiti back to normal. Consequently, since the Multinational Security Support Mission (MMAS), led by Kenya, which had been deployed to assist the Haitian National Police (PNH) in eradicating armed gangs, failed miserably, the Gang Repres-

Force (FRG), its replacement, offers little reason to believe in success where its predecessor stumbled upon obstacles and was forced to return home with a “mission unaccomplished.”

In fact, during the more than one year that the MMAS was deployed in Haiti, the criminals—who were supposed to be eliminated—were never even challenged by the force. On the contrary, at least two Kenyan police officers were killed in ambushes by gangs, while others sustained injuries that required hospitalization in the Dominican Republic, across the border. Moreover, the presence of Kenyan police in Haiti, which doubled the operational capabilities and personnel of the Haitian law enforcement forces, did not prevent criminals from carrying out massacres, kidnappings, and orchestrating all the other crimes they are notorious for inflicting on the population—whether in the capital, the Artibonite department, or other parts of the country—wherever and whenever they please.

Speaking at the United Nations during his most recent visit—from which he returned home on Friday afternoon—he claimed that, for the first time in a long while, the Haitian capital is beginning to breathe again. While UN reports, updated periodically over the years, suggested that criminals controlled 85% of Port-au-Prince, Alix Didier Fils-Aimé praised the progress, he said, made by Haitian law enforcement against armed gangs, claiming that “just three weeks” significant results have been observed, as gangs now control only “72%” of the capital. However, it appears that this positive assessment of the security situation in Haiti does not hold true. Not only are UN representatives on the ground slow to corroborate such claims, but the reality as observed by the population contradicts Mr. Fils-Aimé. Worse still, the renewed aggression of armed gangs, particularly those affiliated with “Viv Ansanm,” proves beyond a doubt that armed criminals are more determined than ever to dominate the streets. Although local residents acknowledge that gang roadblocks have disappeared in certain neighborhoods, no gang leaders have been apprehended, and the criminals’ illegal toll booths on national highways are still in

place.

Certainly, the latest attacks targeting civilians—particularly in Artibonite, Kenscoff, and, most recently, Seguin in the southeast, which had previously been the site of an attack that left eight people dead—demonstrate the criminals’ renewed aggression. It should be noted that police raids on the strongholds of bandits, which resulted in questionable casualty reports from the PNH, did not prevent the Savien (Artibonite) gangs from carrying out an unprecedented massacre in Jean Denis. While authorities remain silent on the number of victims, eyewitness accounts from the scene reported that approximately 80 people were executed, homes were set ablaze, and thousands of residents were forced to flee their homes.

We must not forget another massacre, also perpetrated by the “Gran Grif” criminals of Artibonite, under the administration of the Transitional Presidential Council (CPT)-Gary Conille (Prime Minister) executive duo, against the residents of Pont-Sondé on the night of October 2–3, 2024. Although, once again, the leaders did not even bother to count the number of victims, the UN and Haitian human rights organizations reported more than 70 murders.

Bien que la dictature des Duvalier se signale, pour ses assassinats politiques et les disparitions de citoyens, la plupart des régimes qui l’ont succédé ont eu leurs lots de massacres. De Jean-Bertrand Aristide, à ce jour, des milliers de citoyens haïtiens, hommes et femmes, y compris des enfants, ont été tués. Si, dans le passé, ces crimes étaient mis au compte des gouvernants, à partir de Michel Martelly et de Jovenel Moïse puis, sous les administrations intérimaires, inspirés des autorités, les massacres sont exécutés par les gangs.

Dans de tels cas, les massacres, qui ont été orchestrés, tour à tour, sous Martelly et Moïse, ont été commis avec la complicité des dirigeants, par l’entremise de leurs affidés, au sein des gouvernements, of frant appui logistiques, avec la participation de policiers et de hauts fonctionnaires de l’État. Les quartiers de Cité Soleil, de Bel-Air et de La Saline, par exemple, ont été les principales victimes des gangs. Il faut donc, à tout prix, éviter que se tiennent des élections

détournées, car elles donnent aux bénéficiaires l’opportunité de maintenir leurs alliés au pouvoir, en permanence, et de continuer ainsi à développer la société haïtienne dans le sens de leurs intérêts et de ceux de leurs patrons. En ce sens, il faut faire échec au projet de l’équipe dirigée par Alix Didier Fils-Aimé visant à organiser un scrutin avec seulement quelques centaines d’électeurs, sur plus de 5 millions de votants inscrits, car laissant aux criminels la possibilité d’éloigner ceux-là des bureaux de vote.

Dans de tels cas, les massacres, qui ont été orchestrés, tour à tour, sous Martelly et Moïse, ont été commis avec la complicité des dirigeants, par l’entremise de leurs affidés, au sein des gouvernements, offrant appui logistiques, avec la participation de policiers et de hauts fonctionnaires de l’État. Les quartiers de Cité Soleil, de Bel-Air et de La Saline, par exemple, ont été les principales victimes des gangs.

Il faut donc, à tout prix, éviter que se tiennent des élections détournées, car elles donnent aux bénéficiaires l’opportunité de maintenir leurs alliés au pouvoir, en permanence, et de continuer ainsi à développer la société haïtienne dans le sens de leurs intérêts et de ceux de leurs patrons. En ce sens, il faut faire échec au projet de l’équipe dirigée par Alix Didier Fils-Aimé visant à organiser un scrutin avec seulement quelques centaines d’électeurs, sur plus de 5 millions de votants inscrits, car laissant aux criminels la possibilité d’éloigner ceux-là des bureaux de vote.

HAITI OBSERVATEUR
 P.O. Box 356237
 Broomfield, CO 80023-5237
 (303) 440-7181

SUBSCRIPTION FORM
BULLETTIN DE SOUSCRIPTION

Haiti
 1001-Observateur
 98 Avenue du Fr. Damien, 2ème étage
 Port-au-Prince, Haiti
 Tel: (509) 223-0767 ou
 (509) 223-0765

ETAT-UNIS
 1ère classe: \$4.00 \$ (8) mois
 2ème classe: \$6.00 \$ (8) mois
 3ème classe: \$8.00 \$ (8) mois
 4ème classe: \$10.00 \$ (8) mois

AFRIQUE ET ASIE
 1ère classe: \$6.00 \$ (8) mois
 2ème classe: \$8.00 \$ (8) mois
 3ème classe: \$10.00 \$ (8) mois

CANADA
 1001-Observateur
 Gerard Louis Jacques
 514-371-6434
 12 West Oak Common
 12213 Jueval/Cassavant
 Montreal, H3M 1C7

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
 1ère classe: \$6.00 \$ (8) mois
 2ème classe: \$8.00 \$ (8) mois
 3ème classe: \$10.00 \$ (8) mois

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
 Un service spécial est assuré à partir de Paris. Intéressez-vous à l'adresse ci-dessous:
 Jean-Claude Vatonin
 13 K Avenue Richelieu, 92 81 40 11
 92310 Le St. Omer/Paris France
 Tel: (33-1) 43 45 28 10

EUROPE
 1ère classe: \$6.00 \$ (8) mois
 2ème classe: \$8.00 \$ (8) mois
 3ème classe: \$10.00 \$ (8) mois

Un service spécial est assuré à partir de Paris. Intéressez-vous à l'adresse ci-dessous:
 Jean-Claude Vatonin
 13 K Avenue Richelieu, 92 81 40 11
 92310 Le St. Omer/Paris France
 Tel: (33-1) 43 45 28 10

Nome/Nom: _____
 Company/Compagnie: _____
 Address/Adresse: _____
 City/Ville: _____ State/État: _____
 Zip Code/Code Régional: _____ Country/Pays: _____

Un service spécial est assuré à partir de Paris. Intéressez-vous à l'adresse ci-dessous:



Dégradation des villes et des infrastructures sportives en Haïti : un constat alarmant

Plusieurs villes du Grand Nord d'Haïti sont aujourd'hui devenues de véritables dépotoirs à ciel ouvert, tant les déchets envahissent les rues; même les places publiques, Il est honteux de le constater. Heureusement H-O est là pour dénoncer le fait que l'on contraigne les citoyens à vivre d'alarme crasse au milieu de milliards de microbes, qui dévorent sans cesse leur santé, dans un pays qui n'offre quasiment plus de soins à ses citoyens. Les Haïtiens sont obligés de vivre dans des parcs à bestiaux des villes, comme Cap-Haïtien, Gonaïves, Saint-Marc et Port de Paix, pour citer les plus importantes du Grand Nord, etc, qui dégagent des odeurs nauséabondes. La situation est similaire à Pétion-Ville et dans la capitale, Port-au-Prince.

Face à cette réalité, une question s'impose : Que font les mairies dans ces régions ?

Il semblerait que le gouvernement actuel, dirigé par le Premier ministre de facto Didier Fils-Aimé, se concentre sur la préparation de l'accueil des Grenadiers, après leur qualification pour la Coupe du monde, plus de trois mois après leur exploit. Oui, le peuple haïtien souhaite et appelle même, depuis des semaines, et de tous ses vœux, ce moment de communion avec ses Héros. Les laisseront-ils atterrir dans la capitale historique, certains pour la première fois, de leur vie, dans cet état ?

Pourtant, même le Cap-Haïtien, doté d'un « aéroport », présente un état de saleté préoccupant et inadmissible pour un chrétien vivant.

Des infrastructures sportives en ruine

Sans doute la population souhaiterait voir les joueurs s'entraîner, et là elle se heurtera à une réalité

désolante et honteuse. Et puis, surtout comme le pour Congo, récemment, autre mondialiste, des milliers d'Haïtiens, et surtout des journalistes étrangers, viendraient chez nous pour couvrir l'événement.

Le Parc Saint-Victor, dont la pelouse a été pourtant remise à neuf, en 2019, est en très mauvais état, faute d'entretien, malgré le matériel d'entretien qu'avait envoyé la Fédération haïtienne de football (FHF), faute d'entretien ; Le soit disant championnat de la Ligue haïtienne de football, qui n'imposant aucune norme pour les terrains et les matches, laissant ceux-ci se dérouler sur des espaces très dégradés.

Le Parc Sainte-Thérèse, à Pétion-Ville, n'en parlons pas, et si les passionnés comme le Rév Père Djebbs et l'entraîneur national René Vertus, qui se sont sacrifiés des décennies à faire du Parc un joyau au cœur de la « Cité de la coupe », ils retourneraient tout de suite chez Dieu le Père ! D'autant qu'exigu, donc non réglementaire, jamais entretenu, surexploité par un seigneur qui avait sonné la marche vers la destruction du chef bandit, qui avait promis de détruire le football et le mettre à zéro, même s'il tarde à organiser les « états généraux » promis pour la reconstruction ; avec une pelouse synthétique complètement détruite en à peine six ans.

Les matches ne peuvent plus se jouer en soirée, à cause des problèmes d'électricité et d'insécurité. L'État a perdu le contrôle et a abandonné le contrôle du Stade Sylvio Cator et du centre de formation Camp Nous, à la Croix-des-Bouquets.

Dans plusieurs régions, nous n'avons pas évoqué certains terrains comme Arcahaie, Hinche, Liancourt, Petite-Rivière de l'Arti

bonite, l'Estère, Mirebalais, pour cause d'insécurité. Gonaïves et Saint-Marc.

Des exemples frappants

Aux Gonaïves, malgré les efforts d'un comité pour trouver les fonds et rénover le Parc Vincent, les matches se jouent encore sur un terrain sec, mettant en danger la santé des joueurs, dans un environnement déplorable.

À Saint-Marc, la situation du Parc Levelt est particulièrement désolante : La pelouse synthétique est gravement détériorée. Le terrain a été utilisé comme piste d'atterrissage pour hélicoptères par la Protection civile. Une vidéo virale montre un hélicoptère interrompant un match entre Tempête FC et FICA. Depuis cet incident, ce trafic aérien a cessé, mais les dommages subis par la pelouse est un fait que ne peut nier la Protection civile. Un terrain installé pourtant récemment, un don de la FHF et de la FIFA, en récompense à celle-là, pour ses efforts ayant amené Haïti au troisième rang du classement des meilleurs pays de football de la zone CONCACAF ; la ville de Saint Marc symbole de ces progrès dont les deux clubs n'ont jamais connu de relégation en Haïti en division inférieure.

On observe et on note surtout le silence, inexplicable et incompréhensible des autorités locales et nationales.

Alors, pourquoi la société civile, les clubs utilisateurs du Parc Levelt, ainsi que le comité de gestion (COGEPAL), les principales victimes, ne se mettent-elles pas ensemble pour réclamer réparation pour les dégâts causés par les multiples atterrissages des hélicoptères auprès de la protection civile ? Aujourd'hui encore.

Bien plus, les matches ne peuvent plus se jouer en soirée, à cause d'un système d'éclairage

défaillant. Les vestiaires sont détruits, avec une toiture effondrée. Les équipes visiteuses sont accueillies dans la rue. Les joueurs s'assoient à même le terrain pendant les pauses. Les toilettes sont inutilisables et hors d'usage. Et pourtant, aucun responsable ne réagit. Des actions symboliques, mais insignifiantes.

Le gouvernement de Didier Fils-Aimé a remis une prime au comité de normalisation de la Fédération haïtienne de football (FHF) pour la qualification des Grenadiers. Un geste, certes, apprécié, mais qui ne touche pas aux problèmes structurels du football haïtien; car le sport roi du pays se meurt chez nous : terrains déjà précaires, mais, tant bien que mal, fonctionnels avec le matériel (tracteur et pellettes fournies autrefois par la FHF ; académies de jeunes avec matériels de travail qui aidaient les activités des académies mises en place par la FHF, et qui soulageaient l'ouvrage des clubs et donnaient l'espoir d'un énorme bond encore plus haut du football haïtien, conquérant jusqu'en 2020.

Cela ne coûterait pas beaucoup au gouvernement de transition, au moins de ne pas laisser disparaître, ou de ne pas détruire les infrastructures, qui avaient pourtant été modernisées sans cesse, d'année en année, et qu'on a presque fini de détruire, ces dernières années.

Des questions sans réponse

Que fait le ministère des Sports ? Quelle est la position de la FHF, face à cet état lamentable ? Qui oublie que celle-ci n'est pas la seule responsable des sélections nationales ? Comment peut-on prétendre développer le football dans de telles conditions ? Oui, la qualification d'Haïti pour

la Coupe du monde est une fierté. Mais que se passera-t-il ensuite ?

Un appel à l'action urgente

Malgré la misère et les difficultés de toutes sortes, le peuple haïtien reste passionné de football, reste proche de ses Grenadiers. Le pays regorge encore de talents, à travers tous les coins et recoins. Nous ne demandons pas la construction de nouvelles infrastructures, mais simplement la réparation et l'entretien de celles qui existent déjà. Combien cela coûterait-il réellement, comparé au gaspillage des ressources publiques ?

La FHF oublie sa mission, qui est d'abord de faire jouer au football dans tout le pays. Il y a certainement un phénomène d'insécurité, mais cette insécurité remonte à plus de 40 ans déjà, et Haïti a toujours fait jouer tous ces championnats chaque saison. On se lance des compliments et on chante que 'c'est moi.

On semble oublier que lors que la base formée en Haïti ne sera plus, aucun jeune, né dans un grand pays, ne viendra détruire sa carrière dans une sélection qui additionne les 13-0, 9-0, 14-0, que collectionne nos sélections nationales U14, U15, comme c'est le cas actuellement.

La gouvernance actuelle laisse à désirer

Haïti mérite mieux. Pas de formations de coaches, d'arbitres de jeunes joueurs, pas de jeunes en formation ? Oui, on est heureux d'être à la Coupe du monde et on va fêter cela, mais et après ? Nos jeunes ont trouvé une base, et, ensemble, jeunes sportifs patriotes, on a fait un miracle.

Et après ? Patriotiquement vôtre, Jacques Brave

FOOTBALL : REBONDISSEMENT SÉNÉGAL-MAROC COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS

CAN-2025: En visite à Dakar, le président de la CAF promet un football africain débarrassé de tous ses « problèmes »

Trois semaines après la décision, très contestée, d'un jury d'appel de la Confédération africaine de football (CAF) de décerner la CAN 2025 au Maroc, plutôt qu'au Sénégal, après les événements de la finale, Patrice Motsepe, le président de l'instance, s'est

rendu à Dakar. S'il n'était pas là pour évoquer la finale, il a promis un football africain débarrassé de « tous ses problèmes ».

La CAF donne la CAN au Maroc « Le Maroc a plus perdu avec cette décision qu'en s'inclinant en finale », pensent les observateurs.

Le président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, s'est prononcé, mercredi, pour un football afri-

cain débarrassé de « tous les problèmes » susceptibles d'entacher son équité. En visite à Dakar, le patron du foot africain a promis plusieurs réformes pour le rendre plus « respecté ».

Sa venue dans la capitale sénégalaise intervient trois semaines après la décision contestée d'un jury d'appel de la CAF de retirer au Sénégal son titre de champion d'Afrique, obtenu deux mois plus

tôt, sur le terrain, face au Maroc, le 18 janvier, à Rabat (1-0 après prolongation) et d'homologuer le sacre des Lions de l'Atlas. Cette décision, rendue le 17 mars, a provoqué colère et indignation au Sénégal, qui a déposé un recours devant le Tribunal arbitral du sport.

Trois semaines après la décision, très contestée, d'un jury d'appel de la Confédération africaine de football de décerner la

CAN 2025 au Maroc, plutôt qu'au Sénégal, après les événements de la finale, Patrice Motsepe, le président de l'instance, s'est rendu à Dakar. S'il n'était pas là, pour évoquer la finale, il a promis un football africain débarrassé de « tous ses problèmes ». En bénéficiant ainsi du CAN, par la décision de la CAF, « Le Maroc a plus perdu avec cette décision

Suite en page 5